

First Session, Thirty-seventh Parliament,
49-50 Elizabeth II, 2001

Première session, trente-septième législature,
49-50 Elizabeth II, 2001

SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-36

PROJET DE LOI S-36

An Act respecting Canadian citizenship

Loi concernant la citoyenneté canadienne

First reading, December 4, 2001

Première lecture le 4 décembre 2001

THE HONOURABLE SENATOR KINSELLA

L'HONORABLE SÉNATEUR KINSELLA

SUMMARY

This enactment deals with the broad concept of citizenship as it applies to all Canadians. It replaces the existing *Citizenship Act*, which deals principally with the naturalization process. It states in positive terms the status, rights and obligations of Canadian citizenship, encouraging all citizens to participate fully in the life and growth of the nation. It provides a modern form of oath of loyalty to be taken by new citizens, and allows existing citizens to take the oath to reaffirm their loyalty to Canada if they choose to do so.

A Canadian Citizenship Commission is established with a duty to promote an understanding of the nature of citizenship and respect for its value. The Commission will also advise the Minister of Canadian Heritage and the Minister of Citizenship and Immigration on proposed programs and events that will promote and celebrate Canada and Canadian citizenship.

Citizenship Councillors will be appointed to continue the work of the former citizenship judges. They will preside at citizenship ceremonies, promote citizenship and may advise the Minister on applications for citizenship.

The members of the Commission will be appointed from among those who hold the office of Citizenship Councillor.

The enactment confirms the principal rights of citizens and their responsibilities and sets out the manner in which citizenship is acquired. It provides for the continued acquisition of citizenship at birth for everyone born in Canada. The residency for immigrants and refugees to obtain citizenship will be based on actual presence in Canada.

The distinction made between adopted children and children born abroad of Canadian parents is lessened for the purpose of acquiring citizenship. The right to transmit citizenship to persons born abroad of Canadian parents is limited to the first and second generations.

The enactment continues the authority of the Minister to annul the citizenship of persons who obtained their citizenship by using a false identity or who were subject to prohibitions. It allows the Minister to refuse to grant citizenship on the advice of a Review Committee when national security requires it.

The enactment establishes a new Canadian Citizenship Tribunal that considers whether an application for citizenship should be refused on the basis of public interest. If in such cases the Tribunal so advises, the Governor in Council may refuse to grant citizenship.

The process for dealing with applications for citizenship is administrative rather than judicial.

Prohibitions and offences related to citizenship and its acquisition are established in order to maintain the integrity of Canadian citizenship.

SOMMAIRE

Le texte porte sur le concept général de la citoyenneté tel qu'il s'applique à tous les Canadiens. Il remplace la *Loi sur la citoyenneté* actuelle, qui vise principalement le processus de naturalisation. Le texte énonce clairement le statut, les droits et les obligations liés à la citoyenneté canadienne et encourage les citoyens à participer pleinement à la croissance de la nation. Il propose une version modernisée du serment d'allégeance que doivent prêter les nouveaux citoyens, et permet aux personnes qui jouissent déjà du statut de citoyen de prêter ce serment afin de réaffirmer, si elles le souhaitent, leur allégeance au Canada.

Est constituée la Commission de la citoyenneté canadienne chargée de faire mieux connaître la notion de citoyenneté et d'encourager le respect de sa valeur. Elle a aussi pour fonction de conseiller le ministre du Patrimoine canadien et le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration sur les programmes et événements projetés qui visent la promotion et la célébration du Canada et de la citoyenneté canadienne.

Le poste de conseiller de la citoyenneté est créé pour remplacer celui de juge de la citoyenneté. Les conseillers de la citoyenneté sont chargés de présider les cérémonies et de promouvoir la citoyenneté et peuvent être appelés à conseiller le ministre sur les demandes de citoyenneté.

Les membres de la Commission sont choisis parmi les conseillers de la citoyenneté.

Les principaux droits des citoyens et leurs responsabilités sont confirmés et les modalités d'obtention de la citoyenneté sont précisées. Le principe d'obtention de la citoyenneté dès la naissance est maintenu pour toute personne née au Canada et, pour les immigrants et les réfugiés, l'exigence de présence effective au Canada est établie aux fins de l'obtention de la citoyenneté.

Les distinctions entre les enfants adoptés et les enfants nés à l'étranger de parents canadiens sont atténuées aux fins de l'attribution de la citoyenneté. La transmission de la citoyenneté aux enfants nés à l'étranger d'un parent canadien est limitée à ceux qui sont de la première et de la deuxième génération.

Le ministre conserve le pouvoir d'annuler la citoyenneté dans les cas où celle-ci a été obtenue au moyen d'une fausse identité ou alors que la personne était sous le coup d'une interdiction. Il peut aussi refuser la citoyenneté pour des motifs de sécurité nationale sur l'avis d'un comité de surveillance.

Le Tribunal de la citoyenneté canadienne est constitué; il est chargé de statuer sur les cas où la citoyenneté doit être refusée pour des motifs d'intérêt public. Si le Tribunal en décide ainsi, le gouverneur en conseil peut refuser d'attribuer la citoyenneté au demandeur.

Le processus de traitement des demandes de citoyenneté devient un processus administratif plutôt que judiciaire.

Des interdictions et des infractions relatives à la citoyenneté et à son acquisition sont prévues en vue de préserver l'intégrité de la citoyenneté canadienne.

SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-36

PROJET DE LOI S-36

An Act respecting Canadian citizenship

Loi concernant la citoyenneté canadienne

Preamble

WHEREAS Canadian citizenship is a special treasure of inestimable value to be nurtured and promoted;

WHEREAS the heritage of Canadian citizens speaks to their ancient and beautiful land which they inhabit in peace with nature;

WHEREAS Parliament is mindful of the dignity and worth of all Canadian citizens and the rich contribution that each can make to the growth of Canada;

WHEREAS the *Constitution Act, 1867*, the common law, the *Civil Code*, the *Canadian Bill of Rights*, the *Constitution Act, 1982*, including the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and other enactments trace the relationships among Canadian citizens over the years;

WHEREAS active citizens, through their labours, their democratic institutions and their laws, have built a peaceful nation where they may enjoy the harvest of nature and exercise their enterprises throughout Canada and the world community, while safeguarding the land, its creatures and resources;

WHEREAS the citizens of Canada enjoy the benefits of peace and prosperity, and they should be given an opportunity to make a contribution, each according to their talents and abilities;

AND WHEREAS it is desirable to enact a measure to celebrate, protect and codify the richness of Canadian citizenship;

Attendu :

que la citoyenneté canadienne est une richesse d'une valeur inestimable qu'il est indispensable de sauvegarder et de valoriser;

que le patrimoine des citoyens canadiens reflète la magnifique terre séculaire que ceux-ci habitent en harmonie avec la nature;

que le Parlement est conscient de la dignité et de la valeur de tous les citoyens canadiens et reconnaît l'importante contribution que chacun apporte à la croissance du Canada;

que la *Loi constitutionnelle de 1867*, la common law, le *Code civil*, la *Déclaration canadienne des droits*, la *Loi constitutionnelle de 1982*, y compris la *Charte canadienne des droits et libertés*, ainsi que d'autres lois marquent les liens qui se sont tissés entre les citoyens canadiens au fil des ans;

que de vaillants citoyens ont réussi, grâce à leurs labeurs, leurs institutions démocratiques et leurs lois, à bâtir une nation où règne la paix et où ils peuvent récolter les fruits de la nature et mener à bien des projets tant à l'échelle nationale qu'internationale, tout en protégeant le territoire canadien, ses habitants et ses ressources;

que tous les citoyens du Canada bénéficient de la paix et de la prospérité qui y règnent et qu'ils doivent se voir accorder la possibilité d'y apporter une contribution à la mesure de leurs talents et aptitudes;

Préambule

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

qu'il est opportun d'adopter une loi pour célébrer et protéger la richesse de la citoyenneté canadienne et en codifier les principes,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE		TITRE ABRÉGÉ	
Short title	1. This Act may be cited as the <i>Code of Canadian Citizenship</i> .	1. <i>Le Code de la citoyenneté canadienne</i> .	Titre abrégé
Oath of Citizenship	2. Every person, on taking Canadian citizenship, shall make and subscribe to the following oath: I, (here state full name), pledge my loyalty to Canada and Her Majesty Elizabeth the Second, Queen of Canada. I promise to respect our country's rights and freedoms, to uphold our democratic values, to faithfully observe our laws and to fulfill my duties and obligations as a Canadian citizen.	2. Quiconque acquiert la citoyenneté canadienne est tenu de prêter le serment suivant : Moi, (citer nom complet), je promets fidélité et allégeance au Canada et à Sa Majesté Elizabeth Deux, Reine du Canada. Je m'engage à respecter les droits et libertés de notre pays, à soutenir nos valeurs démocratiques, à observer fidèlement nos lois et à remplir mes devoirs et obligations de citoyen(ne) canadien(ne).	Serment de citoyenneté
PART 1 PROMOTION OF CANADIAN CITIZENSHIP		PARTIE 1 PROMOTION DE LA CITOYENNETÉ CANADIENNE	
Purpose of Part	3. The purpose of this Part is to provide for the promotion of Canadian citizenship and to provide for programs of education in citizenship to achieve a common understanding of and a respect for citizenship.	3. La présente partie a pour objet d'assurer la promotion de la citoyenneté canadienne et la mise en œuvre de programmes d'éducation civique visant à favoriser une interprétation commune de la citoyenneté et à en encourager le respect.	Objet
Definitions	4. The definitions in this section apply in this Act.	4. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.	Définitions
"citizen" « citoyen »	"citizen" means a Canadian citizen.	« citoyen » Citoyen canadien.	« citoyen » "citizen"
"citizenship" « citoyenneté »	"citizenship" means Canadian citizenship.	« citoyenneté » Citoyenneté canadienne.	« citoyenneté » "citizenship"
"Commission" « Commission »	"Commission" means the Canadian Citizenship Commission established by section 5.	« commissaire » Personne nommée au poste de commissaire à la citoyenneté canadienne conformément à l'article 6.	« commissaire » "Commissioner"
"Commissioner" « commissaire »	"Commissioner" means a person who holds the office of Canadian Citizenship Commissioner pursuant to section 6.	« Commission » La Commission de la citoyenneté canadienne constituée par l'article 5.	« Commission » "Commission"
"Ministers" « ministres »	"Ministers" means the Minister of Canadian Heritage and the Minister of Citizenship and Immigration acting jointly.	« ministres » Le ministre du Patrimoine canadien et le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration agissant de concert.	« ministres » "Ministers"
Canadian Citizenship Commission	5. There is hereby established the Canadian Citizenship Commission as an agency of the Government of Canada under the administration of the Ministers.	5. Est constitué un organisme fédéral appelé la Commission de la citoyenneté canadienne qui relève de l'autorité des ministres.	Commission de la citoyenneté canadienne

Canadian Citizenship Commissioners	6. (1) The Commission consists of the Canadian Citizenship Commissioners appointed according to subsection (2).	6. (1) La Commission se compose de commissaires à la citoyenneté canadienne nommés conformément au paragraphe (2).	Commissaires à la citoyenneté canadienne
Commissioners appointed	(2) The Governor in Council shall appoint not more than 9 Canadian Citizenship Commissioners from among those who hold the office of Citizenship Councillor pursuant to section 40.	(2) Le gouverneur en conseil nomme un maximum de neuf commissaires à la citoyenneté canadienne parmi les conseillers de la citoyenneté visés à l'article 40.	Nomination des commissaires
Appointment of Chief and Deputy Chief	7. (1) The Governor in Council shall name one of the Commissioners to be the Chief Canadian Citizenship Commissioner and one of them to be the Deputy Chief Canadian Citizenship Commissioner.	7. (1) Le gouverneur en conseil nomme un des commissaires au poste de président de la Commission de la citoyenneté canadienne et un autre au poste de vice-président de celle-ci.	Nomination du président et du vice-président
Term	(2) An appointment under subsection (1) shall be for a term of not more than five years.	(2) Le mandat du président et du vice-président est d'une durée maximale de cinq ans.	Durée du mandat
Reappointment	(3) A person may be appointed under subsection (1) for a second or third term.	(3) Le mandat du président et du vice-président peut être renouvelé au plus deux fois.	Mandat renouvelable
Chief presides	(4) The Chief Canadian Citizenship Commissioner presides over the proceedings of the Commission.	(4) Le président préside les délibérations de la Commission.	Rôle du président
Deputy Chief	(5) In the absence of the Chief Canadian Citizenship Commissioner, the Deputy Chief Canadian Citizenship Commissioner presides over the proceedings of the Commission.	(5) En cas d'absence du président, le vice-président préside les délibérations de la Commission.	Rôle du vice-président
Functions of Commission	8. (1) The functions of the Commission are (a) to advise the Ministers on all matters relating to citizenship, including fostering the pride of Canadians in their country, their citizenship and their responsibilities to each other in the context of a peaceful and democratic country; (b) to review programs prepared by any department or agency of the government that are or are proposed to be offered in any manner, medium or sector, within or outside Canada, to citizens and to those seeking Canadian citizenship, that have the objective of (i) promoting the ideals of Canadian citizenship, (ii) defining the concept of Canadian citizenship, and (iii) explaining the rights and obligations that Canadian citizenship entails; (c) to advise the Ministers respecting the symbols of Canada and their use and display;	8. (1) La Commission a pour mission : a) de conseiller les ministres sur les questions touchant la citoyenneté, notamment la promotion de la fierté des Canadiens à l'égard de leur pays, de leur citoyenneté et de leurs responsabilités les uns envers les autres au sein d'un pays pacifique et démocratique; b) d'examiner les programmes – actuels ou projetés – élaborés par les ministères ou les organismes fédéraux et offerts à l'intérieur ou à l'extérieur du Canada de quelque manière ou par quelque moyen que ce soit aux citoyens et aux personnes aspirant à la citoyenneté canadienne, qui visent à : (i) promouvoir les principes qui sous-tendent la citoyenneté canadienne, (ii) définir la notion de citoyenneté canadienne, (iii) expliquer les droits et obligations rattachés à la citoyenneté canadienne; c) de conseiller les ministres sur les symboles du Canada ainsi que leur utilisation et leur présentation publique;	Mission de la Commission

	(d) to review and advise on plans and proposals by the Government of Canada for events throughout Canada that celebrate Canada and Canadian citizenship; and	d) d'examiner les projets et les propositions du gouvernement du Canada qui ont trait aux événements nationaux destinés à célébrer le Canada et la citoyenneté canadienne, et de donner son avis à cet égard;	5
	(e) to be a source of persons with experience in matters of citizenship from which the Citizenship Review Tribunal may be appointed from time to time, pursuant to Part 3.	e) de réunir en son sein des personnes possédant de l'expérience en matière de citoyenneté parmi lesquelles le Tribunal de la citoyenneté canadienne peut, au besoin, nommer des membres aux termes de la Partie 3.	10
Programs	(2) Programs mentioned in paragraph 10 (1)(b) include programs	(2) Les programmes mentionnés à l'alinéa (1)b) comprennent notamment ceux qui visent :	Programmes
	(a) to assist Canadian citizens to enjoy the benefits and bear the responsibilities of citizenship; and	a) à aider les citoyens canadiens à jouir des avantages découlant de la citoyenneté canadienne et à assumer les responsabilités s'y rattachant;	15
	(b) to encourage and assist new arrivals in Canada to become Canadian citizens and to enjoy the benefits and bear the responsibilities of citizenship.	b) à encourager et à aider les nouveaux arrivants au Canada à accéder à la citoyenneté ainsi qu'à jouir des avantages qui en découlent et à assumer les responsabilités qui s'y rattachent.	20
Advisory role	9. The role of the Commission is advisory, and the Commission does not have the power to determine that any program, event or symbol or any information respecting citizenship must or must not be offered, held, used or disseminated.	9. La Commission exerce un rôle consultatif et n'a pas le pouvoir de décider s'il y a lieu ou non d'offrir tel programme, de tenir tel événement, d'utiliser tel symbole ou de diffuser tels renseignements.	Rôle consultatif
Annual report	10. (1) The Commission shall prepare and submit to the Ministers, no later than April 1 in every year, a report on its operations in respect of the previous fiscal year.	10. (1) Au plus tard le 1 ^{er} avril de chaque année, la Commission remet aux ministres le rapport qu'elle a établi au sujet de ses activités de l'exercice précédent.	Rapport annuel
Laid before Parliament	(2) On receiving the report from the Commission, the Ministers shall cause it to be laid before each House of Parliament on any of the first five days after it is received that the House sits.	(2) Sur réception du rapport de la Commission, les ministres le font déposer devant chaque chambre du Parlement dans les cinq premiers jours de séance de celle-ci suivant sa réception.	Dépôt devant le Parlement

PART 2

CANADIAN CITIZENSHIP

Interpretation 11. The definition in this section applies in this Part.

“Minister”
« ministre » “Minister” means the Minister of Citizenship and Immigration.

Purpose of Part 12. The purpose of this Part is to confirm the rights of Canadians to citizenship for themselves and their children and the responsibilities that attach to Canadian citizenship.

PARTIE 2

CITOYENNETÉ CANADIENNE

11. La définition qui suit s'applique à la présente partie.

« ministre » Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration.

12. La présente partie a pour objet de confirmer les droits des Canadiens et de leurs enfants à la citoyenneté ainsi que les responsabilités rattachées à la citoyenneté canadienne.

*Citizenship at Birth**Citoyen de naissance*

Persons who are citizens	13. (1) A person is a citizen if the person was a citizen immediately before the coming into force of this section or becomes a citizen in accordance with this Act.	13. (1) A qualité de citoyen la personne qui avait ce statut à l'entrée en vigueur du présent article ou qui l'obtient en conformité avec la présente loi.	Citoyens
Acquisition at birth	(2) A person acquires citizenship at birth if, after the coming into force of this section, (a) the person is born in Canada; or (b) the person is born outside Canada of a parent who is a citizen at the time of the birth, unless the parent's citizenship was acquired because the parent was born, outside Canada, of a father or mother who was a citizen at the time of the parent's birth and whose citizenship was also acquired as a result of the father's or mother's birth, as the case may be, after February 14, 1977, outside Canada.	(2) A la citoyenneté dès la naissance la personne qui, après l'entrée en vigueur du présent article : a) naît au Canada; b) naît à l'étranger d'un père ou d'une mère ayant alors qualité de citoyen, sauf si ce parent n'a cette qualité que du fait de sa propre naissance à l'étranger d'un père ou d'une mère ayant alors qualité de citoyen du fait de sa naissance à l'étranger après le 14 février 1977.	Qualité de citoyen à la naissance
Birth in Canada — exception for children of foreign diplomats, etc.	(3) Paragraph (2)(a) does not apply to a person if, at the time of the person's birth, neither of the person's parents is a citizen or lawfully admitted to Canada for permanent residence and one of the parents is (a) a diplomatic or consular officer or other representative or employee in Canada of a foreign government; (b) an employee in the service of a person referred to in paragraph (a); or (c) an officer or employee in Canada of a specialized agency of the United Nations or an officer or employee in Canada of any other international organization to whom there are granted, by or under any Act of Parliament, diplomatic privileges and immunities certified by the Minister of Foreign Affairs to be equivalent to those granted to persons referred to in paragraph (a).	(3) L'alinéa (2)a) ne s'applique pas à la personne dont les parents, au moment de sa naissance, n'avaient qualité ni de citoyen ni de résident permanent, et dont le père ou la mère était : a) agent diplomatique ou consulaire, représentant à un autre titre ou au service au Canada d'un gouvernement étranger; b) au service d'une personne mentionnée à l'alinéa a); c) fonctionnaire ou au service, au Canada, d'une organisation internationale — notamment d'une institution spécialisée des Nations Unies — bénéficiant, sous le régime d'une loi fédérale, de privilèges et immunités diplomatiques que le ministre des Affaires étrangères certifie être équivalents à ceux dont jouissent les personnes visées à l'alinéa a).	Inapplicabilité aux enfants de diplomates étrangers, etc.
Deserted child	(4) If a person who appears to be less than seven years of age is found in Canada as a deserted child, paragraph (2)(a) is deemed to apply to the person, unless, within seven years of the finding, it is proved that the person was not born in Canada.	(4) La personne abandonnée et paraissant âgée de moins de sept ans qui est trouvée au Canada est réputée appartenir à la catégorie visée à l'alinéa (2)a), sauf preuve contraire faite dans les sept ans suivant la date à laquelle elle a été trouvée.	Enfant abandonné
Child born after death of parent	(5) For the purposes of paragraph (2)(b) and subsection (3), if a child is born after the death of either of the child's parents, the child is deemed to have been born before the death of that parent.	(5) Pour l'application de l'alinéa (2)b) et du paragraphe (3), l'enfant né après le décès de son père ou de sa mère est réputé être né avant ce décès.	Enfant né après le décès du parent

*Grant of citizenship*General
principle

14. (1) A person acquires citizenship on being granted citizenship by the Minister and taking the oath of citizenship provided in section 2. The requirement of taking the oath of citizenship does not apply to a person referred to in section 15, 16 or 28 or a person who is less than 14 years of age.

Adults

(2) The Minister shall, on application, grant citizenship to a person who

(a) is at least 18 years of age; 10

(b) has been lawfully admitted to Canada for permanent residence, continued to be a permanent resident and has, during the six years immediately before applying for citizenship, resided in Canada for at least 1,095 days, calculated in the following manner :

(i) the person is deemed to have resided in Canada

(A) if the person is determined to be 20 a Convention refugee, one day for every day that the person has resided in Canada, during the period beginning on the day on which the person made application to be a Convention 25 refugee and ending on the day before the person became a permanent resident, or

(B) if the person is a visitor or has a permit within the meaning of the *Immigration Act*, one half of a day for every day that the person has resided in Canada, up to a maximum of 365 days of deemed residence, during the period that the person is a visitor or a 35 permit holder, as the case may be, and

(ii) for every day during which the person has resided in Canada after lawful admission to Canada for permanent 40 residence, the person is deemed to have resided in Canada for one day;

(c) has an adequate knowledge of one of the official languages of Canada; and

(d) has an adequate knowledge of Canada 45 and of the responsibilities and privileges of citizenship.

*Citoyen par attribution*Principe
général

14. (1) Acquiert la citoyenneté la personne à qui le ministre l'attribue et qui a prêté le serment de citoyenneté prévu à l'article 2. N'est toutefois pas assujettie à l'obligation 5 de prêter serment la personne visée aux articles 15, 16 ou 28, ou qui est âgée de moins de quatorze ans.

Cas des adultes

(2) Le ministre attribue, sur demande, la citoyenneté à quiconque, à la fois :

a) est âgé d'au moins dix-huit ans; 10

b) a été légalement admis au Canada à titre de résident permanent, n'a pas depuis perdu ce titre et a résidé au Canada pendant au moins mille quatre-vingt-quinze jours au cours des six ans qui ont précédé 15 la date de sa demande, la durée de sa résidence étant calculée de la manière suivante :

(i) si le statut de réfugié au sens de la Convention lui a été reconnu, un jour 20 pour chaque jour de résidence au Canada à compter de la date de sa demande de statut jusqu'au jour précédant son admission à titre de résident permanent ou, s'il est un visiteur ou est titulaire 25 d'un permis au sens de la *Loi sur l'immigration*, un demi-jour pour chaque jour de résidence au Canada, jusqu'à concurrence de trois cent soixante-cinq jours, 30

(ii) un jour pour chaque jour de résidence au Canada depuis son admission légale à titre de résident permanent;

c) a une connaissance suffisante de l'une 35 des langues officielles du Canada;

d) a une connaissance suffisante du Canada et des responsabilités et avantages conférés par la citoyenneté.

Waiver on
compassionate
grounds

(3) If the Minister believes there are compassionate grounds for doing so, the Minister may waive

(a) in the case of any person, the requirements of paragraph (2)(c) or (d); 5

(b) in the case of a minor, the requirement

(i) respecting age, set out in paragraph (2)(a), and

(ii) respecting length of residence in Canada, set out in paragraph (2)(b); or 10

(c) in the case of any person who is prevented from understanding the significance of taking the oath of citizenship by reason of mental disability, the requirement to take the oath. 15

Minors

(4) The Minister shall, on application, grant citizenship to a permanent resident who is a minor at the time of the application and the child of a citizen.

Adoptees

15. The Minister shall, on application, 20 grant citizenship to a person who, after February 14, 1977, was adopted by a citizen while the person was a minor child and whose adoption

(a) was in the best interests of the child; 25

(b) created a genuine relationship of parent and child;

(c) was in accordance with the laws of the place where the adoption took place and the laws of the country of residence of the 30 adopting citizen; and

(d) was not intended to circumvent the requirements under any enactment for admission to Canada or Canadian citizenship. 35

Statelessness —
bloodline
connection

16. The Minister shall, on application, grant citizenship to a person who

(a) is born outside Canada after the coming into force of this section;

(b) has a birth parent who is a citizen at 40 the time of the birth;

(c) has resided in Canada for at least 1,095 days during the six years immediately before applying for citizenship;

(3) Pour des raisons d'ordre humanitaire, le ministre a le pouvoir discrétionnaire de dispenser le demandeur :

a) dans tous les cas, des conditions prévues aux alinéas (2)c) ou d); 5

b) dans le cas d'un mineur, des conditions relatives à l'âge ou à la durée de résidence au Canada énoncées respectivement aux alinéas (2)a) et b);

c) dans le cas d'une personne incapable 10 de saisir la portée du serment de citoyenneté en raison d'un handicap mental, de l'exigence de prêter ce serment.

Dispense

(4) Le ministre attribue, sur demande, la citoyenneté au résident permanent qui est 15 mineur à la date de la demande et qui est l'enfant d'un citoyen.

Cas des mineurs

15. Le ministre attribue, sur demande, la citoyenneté à la personne qui a été adoptée par un citoyen après le 14 février 1977 alors 20 qu'elle était mineure. L'adoption doit par ailleurs satisfaire aux critères suivants :

Cas des personnes adoptées

a) avoir été faite dans l'intérêt supérieur de l'adopté;

b) avoir créé un véritable lien de filiation 25 entre l'adopté et l'adoptant;

c) avoir été faite conformément au droit du lieu de l'adoption et du lieu de résidence de l'adoptant;

d) ne pas avoir été faite dans le but d'élu- 30 der les obligations légales régissant l'admission au Canada ou la citoyenneté canadienne.

16. Le ministre attribue sur demande la citoyenneté à quiconque remplit les condi- 35 tions suivantes :

Apatridie :
droit du sang

a) il est né à l'étranger après l'entrée en vigueur du présent article;

b) l'un de ses parents naturels avait qualité de citoyen au moment de sa naissance; 40

c) il a résidé au Canada pendant au moins mille quatre-vingt-quinze jours au cours des six ans qui ont précédé la date de sa demande;

(d) has always been stateless; and

(e) has not been convicted of an offence against national security.

d) il a toujours été apatride;

e) il n'a jamais été déclaré coupable d'une infraction contre la sécurité nationale.

Loss of citizenship

17. The right of citizenship may be revoked only by the due process of law and on the grounds prescribed by law.

17. Le droit à la citoyenneté ne peut être révoqué que par l'application régulière de la loi et pour les motifs prévus par la loi.

5 Perte de la citoyenneté

Equality of all citizens

18. (1) A citizen, whether or not born in Canada, is entitled to all the rights, powers and privileges, and is subject to all the responsibilities, duties and liabilities, to which a person who is a citizen at birth is entitled or subject and has the same status as that person.

18. (1) Tout citoyen, qu'il soit né ou non au Canada, jouit des mêmes droits, pouvoirs et avantages que les citoyens de naissance; il est assujéti aux mêmes devoirs, obligations et responsabilités et son statut est le même.

Égalité de statut

Rights and responsibilities of citizens in law

(2) A citizen has the rights granted and the responsibilities set out in the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and Canadian law, and is entitled to enjoy the peace and prosperity that prevails in Canada and to participate in its growth.

(2) Tout citoyen jouit des droits et est assujéti aux responsabilités que prévoient la *Charte canadienne des droits et libertés* et le droit canadien; il a également le droit de bénéficier de la paix et de la prospérité qui règnent au Canada et de contribuer à la croissance du pays.

Droits et responsabilités des citoyens

Respect for rights of others

(3) Every citizen must recognize and respect the application of the rights and responsibilities mentioned in subsection (2) to other citizens.

(3) Tout citoyen doit reconnaître et respecter l'application des droits et des responsabilités visés au paragraphe (2) à l'égard des autres citoyens.

20 Respect des droits d'autrui

PART 3

NATURALIZATION

PARTIE 3

NATURALISATION

Definitions

19. (1) The definitions in this subsection apply in this Part.

19. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

“certificate of citizenship”
« certificat de citoyenneté »

“certificate of citizenship” means a certificate of citizenship issued under an Act of Parliament on or after January 1, 1947.

« certificat de citoyenneté » Certificat de citoyenneté délivré en vertu d'une loi fédérale le 1^{er} janvier 1947 ou après cette date.

« certificat de citoyenneté »
“certificate of citizenship”

“certificate of naturalization”
« certificat de naturalisation »

“certificate of naturalization” means a certificate of naturalization issued under any Act in force in Canada at any time before January 1, 1947.

« certificat de naturalisation » Certificat de naturalisation délivré en vertu d'une loi en vigueur au Canada avant le 1^{er} janvier 1947.

« certificat de naturalisation »
“certificate of naturalization”

“certificate of renunciation”
« certificat de répudiation »

“certificate of renunciation” means a certificate of renunciation issued under an Act of Parliament on or after February 15, 1977.

« certificat de répudiation » Certificat de répudiation délivré en vertu d'une loi fédérale le 15 février 1977 ou après cette date.

« certificat de répudiation »
“certificate of renunciation”

“citizenship official”
« fonctionnaire de la citoyenneté »

“citizenship official” means a Citizenship Councillor, the Registrar of Canadian Citizenship and any other person to whom the Minister delegates powers, duties or functions under this Act.

« fonctionnaire de la citoyenneté » Conseiller de la citoyenneté, greffier de la citoyenneté canadienne ou toute autre personne à qui le ministre a délégué des attributions au titre de la présente loi.

« fonctionnaire de la citoyenneté »
“citizenship official”

“Minister” « ministre »	“Minister” means the Minister of Citizenship and Immigration.	« législation antérieure » Ensemble des lois concernant la naturalisation ou la citoyenneté en vigueur au Canada avant l’entrée en vigueur du présent article.	« législation antérieure » “prior legislation”
“minor” « mineur »	“minor” means a person who is less than 18 years of age.		
“permanent resident” « résident permanent »	“permanent resident” has the meaning given to that expression by subsection 2(1) of the <i>Immigration Act</i> .	5 « mineur » Personne âgée de moins de dix-huit ans.	5 « mineur » “minor”
“prior legislation” « législation antérieure »	“prior legislation” means any law about naturalization or citizenship in force in Canada at any time before the coming 10 into force of this section.	« ministre » Le ministre de la Citoyenneté et de l’Immigration.	« ministre » “Minister”
“Tribunal” « tribunal »	“Tribunal” means the Canadian Citizenship Tribunal established pursuant to section 29.	« résident permanent » S’entend au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur l’immigration</i> .	10 « résident permanent » “permanent resident”
Interpretation	(2) For the purposes of this Act, (a) a person born on a Canadian ship as defined in section 2 of the <i>Canada Shipping Act</i> or on a Canadian aircraft as defined in subsection 3(1) of the <i>Aeronautics Act</i> is deemed to be born in Canada; (b) a person who is registered as an Indian under the <i>Indian Act</i> and who is not a citizen is deemed to be a permanent resident from the day the person registered; and (c) a person resides in Canada if the person (i) is physically present in Canada, and (ii) is not, under an enactment in force in Canada, subject to a probation order, 30 on parole or confined in a penitentiary, jail, reformatory or prison.	15 (2) Pour l’application de la présente loi : a) la personne née à bord d’un navire canadien au sens de l’article 2 de la <i>Loi sur la marine marchande du Canada</i> ou à bord d’un aéronef canadien au sens du paragraphe 3(1) de la <i>Loi sur l’aéronautique</i> est réputée née au Canada; b) l’Indien inscrit aux termes de la <i>Loi sur les Indiens</i> mais qui n’est pas citoyen est réputé résident permanent dès son inscription; c) il n’y a résidence au Canada que lorsque la personne : (i) y est effectivement présente, (ii) n’est pas, au titre d’une disposition législative en vigueur au Canada, sous 30 le coup d’une ordonnance de probation ou de libération conditionnelle, ou détenue dans un pénitencier, une prison ou une maison de correction.	15 Interprétation

DIVISION 1

SECTION 1

CONTINUATION OF CITIZENSHIP

CONSERVATION DE LA CITOYENNETÉ

General principle

20. A citizen continues to be a citizen unless the person’s citizenship is lost in accordance with this Part.

35

20. Le citoyen ne perd sa citoyenneté que 35 dans les cas prévus par la présente partie.

Principe général

Renunciation
of citizenship

21. The Minister shall, on application, allow a citizen to renounce their citizenship, if the citizen

(a) is a citizen of a country other than Canada or, if the application is accepted, becomes a citizen of another country;

(b) is not a minor;

(c) is not prevented from understanding the significance of renouncing citizenship by reason of the person having a mental disability; and

(d) resides outside Canada.

21. Le ministre est tenu d'accepter la demande de répudiation de citoyenneté d'un citoyen qui, à la fois :

a) a une citoyenneté étrangère ou l'obtiendra si sa demande de répudiation est acceptée;

b) n'est pas mineur;

c) n'est pas incapable, en raison d'un handicap mental, de saisir la portée de la répudiation de citoyenneté;

d) réside à l'étranger.

Faculté de
répudiationWaiver on
compassionate
grounds

22. If the Minister believes that there are compassionate grounds for doing so, the Minister may waive the application of paragraph 21(c) or (d) to a person.

22. Pour des raisons d'ordre humanitaire, le ministre a le pouvoir discrétionnaire de dispenser le demandeur des conditions prévues aux alinéas 21(c) ou d).

Dispense

Revocation
order

23. (1) The Governor in Council may make an order revoking the citizenship or renunciation of citizenship of a person if the Governor in Council is, on the report of the Minister, satisfied that a person has obtained, retained, renounced or resumed citizenship by false representation or fraud or by knowingly concealing material circumstances.

23. (1) Le gouverneur en conseil peut, lorsqu'il est convaincu, sur rapport du ministre, que l'attribution, la conservation ou la répudiation de la citoyenneté ou sa réintégration dans celle-ci est intervenue par fraude ou au moyen d'une fausse déclaration ou de la dissimulation intentionnelle de faits essentiels, prendre un décret révoquant la citoyenneté de l'intéressé ou la répudiation, par celui-ci, de sa citoyenneté.

Décret de révo-
cation

Effective date

(2) A revocation takes effect on the day that the Governor in Council specifies in the order.

(2) La révocation prend effet à la date précisée dans le décret.

Prise d'effet

Presumption

24. For the purposes of section 23, a person is deemed to have obtained or resumed citizenship by false representation or fraud or by knowingly concealing material circumstances if the person was admitted to Canada for permanent residence by false representation or fraud or by knowingly concealing material circumstances and, because of that admission, the person subsequently obtained or resumed citizenship.

24. Pour l'application de l'article 23, est réputée avoir obtenu la citoyenneté ou sa réintégration dans celle-ci par fraude ou au moyen d'une fausse déclaration ou de la dissimulation intentionnelle de faits essentiels la personne qui a obtenu la citoyenneté ou sa réintégration dans celle-ci grâce à une admission au Canada à titre de résident permanent obtenue par l'un de ces moyens.

Présomption

Notice of
decision

25. (1) The Minister shall not make a report mentioned in subsection 23(1) unless the Minister notifies the person who is to be the subject of the report that the report is to be made and

25. (1) Le ministre ne peut établir le rapport mentionné au paragraphe 23(1) sans avoir auparavant avisé l'intéressé et sans que l'une ou l'autre des conditions suivantes se soit réalisée :

Avis préalable

(a) the person does not, within 30 days after the sending of the notice, request the Minister to refer the matter to the Federal Court — Trial Division; or

a) l'intéressé n'a pas, dans le délai imparti, demandé au ministre de saisir la Section de première instance de la Cour fédérale;

45

	(b) if the person does, within 30 days after the sending of the notice, request the Minister to refer the matter, and the Federal Court — Trial Division determines, on a balance of probabilities, that the person has obtained, retained, renounced or resumed citizenship by false representation or fraud or by knowingly concealing material circumstances.	5	b) cette dernière, saisie de l'affaire, a décidé par prépondérance des probabilités qu'il y avait eu fraude, fausse déclaration ou dissimulation intentionnelle de faits essentiels.	5	
Statement in notice	(2) The notice must state that the person to whom it is sent may, within 30 days after the sending, request the Minister to refer the matter to the Federal Court — Trial Division.	10	(2) L'avis doit faire état de la faculté qu'a l'intéressé, dans les trente jours suivant la date d'expédition, de demander au ministre de saisir la Section de première instance de la Cour fédérale.	10	Précision dans l'avis
Order by Minister	26. (1) If the Minister is satisfied that a person has, after the coming into force of this section, obtained, retained, renounced or resumed citizenship in contravention of section 38 or by using a false identity, the Minister may, by order, declare that the obtaining, retention, renunciation or resumption of citizenship is, and always has been, void.	15	26. (1) Le ministre peut, lorsqu'il est convaincu que l'attribution, la conservation ou la répudiation de la citoyenneté ou la réintégration dans celle-ci s'est effectuée après l'entrée en vigueur du présent article au moyen de l'utilisation d'une fausse identité ou en violation de l'article 38, prendre un arrêté déclarant nulle l'attribution, la conservation, la répudiation ou la réintégration.	15	Arrêté du ministre
Notice of decision	(2) The Minister shall not make an order under subsection (1) unless the Minister, at least 30 days before making it, notifies the person who is to be the subject of the order.	25	(2) Le ministre avise l'intéressé de son intention de prendre un arrêté au moins trente jours au préalable.	20	Avis préalable
Statement in notice	(3) The notice must state that the person may, within 30 days after the date on which it was sent, make representations to the Minister about the proposed order.		(3) L'avis doit faire état de la faculté qu'a l'intéressé, dans les trente jours suivant la date d'expédition, de présenter au ministre ses observations quant à l'arrêté.	25	Précision
Informing person on annulment	(4) On making an order under subsection (1), the Minister shall inform the person who is the subject of the order that the order has been made and advise them of their right to apply for judicial review under section 18.1 of the <i>Federal Court Act</i> .	35	(4) Le ministre donne sans délai avis de l'arrêté à l'intéressé et de son droit de demander le contrôle judiciaire prévu à l'article 18.1 de la <i>Loi sur la Cour fédérale</i> .	30	Avis à l'intéressé
Limitation period	(5) The Minister may not make an order under subsection (1) more than five years after the day on which the citizenship was granted, retained, renounced or resumed, as the case may be.	40	(5) La prise de l'arrêté se prescrit par cinq ans après la date d'attribution, de conservation, de répudiation ou de réintégration.		Prescription

DIVISION 2

RESTORATION OF CITIZENSHIP

Resumption of
citizenship

27. The Minister shall, on application, grant citizenship to a person who has lost their citizenship and

(a) whose citizenship was not revoked, declared void or annulled under this Act or prior legislation; and

(b) who was lawfully admitted to Canada for permanent residence after the loss of citizenship, has continued from that admission to be a permanent resident and, in the two years immediately before applying for citizenship, resided in Canada as a permanent resident for at least 365 days.

Citizenship for
certain women

28. A woman who notifies the Minister, in writing, that she elects to become a citizen shall be granted citizenship, effective from the day the Minister receives the notice, if the woman

(a) because of a law in force in Canada at any time before January 1, 1947 had, by reason only of her marriage or the acquisition by her husband of a foreign nationality, ceased to be a British subject; and

(b) would have been a citizen if the *Canadian Citizenship Act*, chapter C-19 of the Revised Statutes of Canada, 1970, had been in force immediately before her marriage or the acquisition by her husband of a foreign nationality.

DIVISION 3

PROHIBITIONS

Public Interest

Tribunal

29. (1) The Governor in Council shall, subject to this section, on the advice of the Minister, appoint a Canadian Citizenship Tribunal to carry out the functions assigned to it by this Part.

SECTION 2

RÉINTÉGRATION DANS LA
CITOYENNETÉRéintégration
sur demande

27. Le ministre attribue la citoyenneté à quiconque, ayant cessé d'être citoyen, lui en fait la demande, à condition que :

a) d'une part, il n'ait pas cessé d'être citoyen par suite d'un décret ou d'une ordonnance de révocation ou d'annulation rendu au titre de la législation antérieure ou de la présente loi;

b) d'autre part, il ait été légalement admis au Canada, après la perte de sa citoyenneté, comme résident permanent, n'ait pas depuis cessé de l'être et ait résidé à ce titre au Canada pendant au moins trois cent soixante-cinq jours au cours des deux années précédant la date de sa demande.

28. Le ministre attribue la citoyenneté dès réception d'un avis écrit à cet effet d'une femme qui, à la fois :

Cas de certai-
nes femmes

a) en raison d'une règle de droit en vigueur au Canada à une date antérieure au 1^{er} janvier 1947 avait, du seul fait de son mariage ou de l'acquisition d'une nationalité étrangère par son mari, perdu sa qualité de sujet britannique;

b) aurait eu la qualité de citoyen si la *Loi sur la citoyenneté canadienne*, chapitre C-19 des Statuts révisés du Canada de 1970, était entrée en vigueur immédiatement avant son mariage ou avant l'acquisition d'une nationalité étrangère par son mari.

SECTION 3

INTERDICTIONS

Intérêt public

Tribunal

29. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, le gouverneur en conseil constitue, sur l'avis du ministre, le Tribunal de la citoyenneté canadienne chargé d'exercer les fonctions conférées par la présente partie.

Chair	(2) The Chief Canadian Citizenship Commissioner shall be appointed Chair of the Tribunal.	(2) Le président de la Commission de la citoyenneté canadienne est nommé président du tribunal.	Président
Members	(3) The Governor in Council, on the advice of the Minister, shall appoint two Commissioners as members of the Tribunal.	(3) Le gouverneur en conseil, sur l'avis du ministre, nomme deux commissaires à titre de membres du tribunal.	Membres
Term and tenure	(4) The Chair and each member of the Tribunal shall be appointed for a term of five years and shall serve at pleasure.	(4) Le président et les autres membres du tribunal sont nommés à titre amovible pour un mandat de cinq ans.	Mandat
Rules of procedure	(5) The Tribunal may, with the approval of the Governor in Council, make rules for its own procedures.	(5) Le tribunal peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, établir les règles de procédure applicables aux affaires dont il est saisi.	Règles de procédure
Report by Minister to Tribunal	30. (1) If the Minister is satisfied that there are reasonable grounds to believe that it is not in the public interest for a person to become a citizen, the Minister shall submit a report to the Tribunal recommending that the person not be granted citizenship or be allowed to take the oath of citizenship.	30. (1) S'il est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'il est contraire à l'intérêt public d'attribuer la citoyenneté à une personne, le ministre présente un rapport au tribunal lui recommandant de ne pas attribuer la citoyenneté à cette personne ou de ne pas lui offrir la possibilité de prêter le serment de citoyenneté.	Rapport du ministre
Notice of intention	(2) The Minister shall not submit a report unless the Minister, at least 30 days before submitting it, notifies the person who is to be the subject of the report.	(2) Le ministre avise l'intéressé de son intention de présenter un rapport au moins trente jours au préalable.	Préavis
Statement in notice	(3) The notice must include a summary of the grounds contained in the report and state that the person may, within 30 days after the date on which the notice was sent, make written representations to the Minister about those grounds.	(3) L'avis contient un résumé des motifs contenus dans le rapport et fait état de la faculté qu'a l'intéressé, dans les trente jours suivant la date d'expédition, de présenter au ministre ses observations écrites quant à ces motifs.	Teneur de l'avis
Hearing by Tribunal	31. (1) The Tribunal, on receiving a report under section 30, shall hold a hearing on the question of whether it would not be in the public interest for the person to become a citizen and shall consider the representations made to it by the Minister and by the person.	31. (1) Sur réception du rapport visé à l'article 30, le tribunal tient une audience afin de déterminer s'il est contraire à l'intérêt public d'attribuer la citoyenneté à la personne et tient compte des observations présentées par celle-ci et le ministre.	Audience
Order by Tribunal	(2) If the Tribunal is satisfied that, on a balance of probabilities, it would not be in the public interest for the person to become a citizen, it shall make an order to that effect.	(2) Si le tribunal est convaincu, selon la prépondérance des probabilités, qu'il est contraire à l'intérêt public d'attribuer la citoyenneté à la personne, il rend une ordonnance en ce sens.	Ordonnance du tribunal
Effect of order	(3) If the Tribunal makes an order under subsection (2), the Minister is deemed to reject any application for the grant or resumption of citizenship made by the person who is the subject of the order.	(3) Dès que le tribunal rend l'ordonnance visée au paragraphe (2), la demande de l'intéressé pour l'attribution de la citoyenneté ou la réintégration dans celle-ci est réputée rejetée par le ministre.	Effet de l'ordonnance
Appeal	32. (1) An order of the Tribunal may be appealed to the Federal Court — Trial Division.	32. (1) L'ordonnance du tribunal peut faire l'objet d'un appel devant la Section de première instance de la Cour fédérale.	Appel

Effective period	(2) An order of the Tribunal is effective for the period specified in it, which may not exceed five years.	(2) L'ordonnance du tribunal est valide pour la période, d'au plus cinq ans, qui y est indiquée.	Durée de validité
	<i>National Security</i>	<i>Sécurité nationale</i>	
Definitions	33. (1) In this section, "Review Committee" and "threats to the security of Canada" have the meanings assigned to those expressions by section 2 of the <i>Canadian Security Intelligence Service Act</i> .	33. (1) Dans le présent article, « comité de surveillance » et « menaces envers la sécurité du Canada » s'entendent au sens de l'article 2 de la <i>Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité</i> .	Définitions
Report to Review Committee	(2) The Minister may report to the Review Committee about any person who, in the opinion of the Minister, should not be granted citizenship, take the oath of citizenship or be issued a certificate of renunciation because there are reasonable grounds to believe that the person has engaged or will engage in (a) an activity that constitutes a threat to the security of Canada; or (b) an activity that is part of a pattern of criminal activity planned and organized by a number of persons acting together to encourage the commission of an indictable offence under any Act of Parliament.	(2) Le ministre peut, en lui adressant un rapport à cet effet, saisir le comité de surveillance des cas où il est d'avis que l'intéressé devrait se voir refuser l'attribution de la citoyenneté, la possibilité de prêter le serment de citoyenneté ou encore la délivrance du certificat de répudiation, parce qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'il s'est livré ou se livrera à des activités qui : a) soit constituent des menaces envers la sécurité du Canada; b) soit font partie d'un plan d'activités criminelles organisées par plusieurs personnes agissant de concert en vue de la perpétration d'un acte criminel prévu par une loi fédérale.	Renvoi au comité de surveillance
Notice	(3) Within 10 days after a report is made, the Minister shall notify the person who is the subject of the report that the report has been made and that the Governor in Council may, following an investigation, make a declaration about that person under section 37.	(3) Dans les dix jours suivant la date du rapport, le ministre envoie à l'intéressé un avis l'informant de la transmission du rapport et du fait qu'au terme d'une enquête sur la question, le gouverneur en conseil pourrait faire à son sujet la déclaration prévue à l'article 37.	Avis à l'intéressé
Application of <i>Canadian Security Intelligence Service Act</i>	(4) The Review Committee shall investigate the grounds on which the report is based and, for that purpose and with any modifications that the circumstances require, apply subsections 39(2) and (3) and sections 43, 44 and 48 to 51 of the <i>Canadian Security Intelligence Service Act</i> to the investigation, as if (a) the investigation were conducted in relation to a complaint made under section 42 of that Act; and (b) the references to "deputy head" were references to the Minister.	(4) Le comité de surveillance examine les motifs sur lesquels se fonde le rapport en suivant – avec les adaptations nécessaires – la procédure prévue aux paragraphes 39(2) et (3) et aux articles 43, 44 et 48 à 51 de la <i>Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité</i> pour les enquêtes portant sur les plaintes présentées au titre de l'article 42 de cette loi, la mention de l'administrateur général valant celle du ministre.	Application de la <i>Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité</i>

Summary statement	(5) The Review Committee shall, as soon as practicable, send to the person who is the subject of the report a statement summarizing the information available to the Review Committee so as to enable that person to be informed as much as possible of the circumstances giving rise to the report, having regard to whether, in the opinion of the Review Committee, the summarized information may be disclosed without injury to 10 national security or to the safety of persons.	(5) Afin de permettre à l'intéressé d'être informé le mieux possible des circonstances qui ont donné lieu à l'établissement du rapport, le comité de surveillance lui adresse, 5 dans les meilleurs délais, un résumé des informations dont il dispose à ce sujet, à l'exception de celles dont la communication pourrait, à son avis, porter atteinte à la sécurité nationale ou à celle de personnes.	Information de l'intéressé
Report	(6) On completion of its investigation, the Review Committee shall report to the Governor in Council on the investigation. The Review Committee shall, when it is convenient to do so, provide the report's conclusion to the person who is the subject of the report.	(6) Au terme de son enquête, le comité de 10 surveillance fait rapport au gouverneur en conseil; il communique ses conclusions à 15 l'intéressé au moment opportun.	Rapport
End of investigation	(7) If the Review Committee is of the opinion that it cannot perform the duties described in subsections (4), (5) and (6), it shall stop the investigation and give notice to the Minister and the person to whom the investigation relates.	(7) S'il est d'avis qu'il ne peut s'acquitter des fonctions prévues aux paragraphes (4), 15 (5) et (6), le comité de surveillance met fin à son enquête et en avise le ministre et l'intéressé.	Fin de l'enquête
Appointment of retired judge	34. (1) The Governor in Council may appoint, for a period of three to five years, a retired judge of a superior court to perform the duties and have the powers and functions of a Review Committee referred to in subsections 33(4), (5) and (6). The Governor in Council shall, before making the appoint- 30 ment, consult with the Prime Minister of Canada, the Leader of the Official Opposition in the House of Commons, the Leader of the Opposition in the Senate and the leader of any other party in either House having at 35 least 12 members sitting in that House.	34. (1) Le gouverneur en conseil peut nommer, pour une période de trois à cinq 20 ans, un juge à la retraite d'une juridiction supérieure qu'il charge de remplir les fonctions du comité de surveillance prévues aux paragraphes 33(4), (5) et (6). Cette nomination est précédée de consultations avec le premier 25 ministre du Canada, le chef de l'Opposition officielle à la Chambre des communes, le chef de l'Opposition au Sénat et le chef de chacun des partis de l'une ou l'autre Chambre qui y détiennent au moins douze sièges. 30	Nomination d'un juge à la retraite
Tenure and renewal	(2) The Governor in Council may not remove a retired judge appointed under subsection (1) except for cause. The appointment may be renewed at the end of its term. 40	(2) La personne ainsi nommée occupe son poste à titre inamovible, sous réserve de révocation motivée par le gouverneur en conseil. Son mandat peut être renouvelé.	Occupation du poste et nouveau mandat
Remuneration	(3) A retired judge appointed under subsection (1) is entitled to receive, for each day on which the judge performs duties and exercises functions or powers, the remuneration that the Governor in Council fixes. 45	(3) Elle reçoit, pour chaque jour où elle 35 exerce ses fonctions, la rémunération que fixe le gouverneur en conseil.	Rémunération
Moving and travel expenses	(4) The judge is entitled to be paid any moving expenses and travel expenses that the judge reasonably incurred to perform those duties and exercise those functions or powers outside their place of residence. 50	(4) Elle est indemnisée des frais raisonnables de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement de ses fonctions hors 40 de son lieu de résidence.	Frais de déplacement et de séjour

Reference	35. (1) The Minister may refer a matter that a Review Committee has stopped investigating under subsection 33(7) to a retired judge appointed under subsection 34(1). The Minister shall provide the retired judge with a copy of the report referred to in subsection 33(2) and send the notice referred to in subsection 33(3) to the person who is the subject of the report.	35. (1) Le ministre peut saisir la personne nommée au titre du paragraphe 34(1) des cas où le comité de surveillance a mis fin à son enquête en application du paragraphe 33(7). 5 Le cas échéant, il adresse à celle-ci le rapport visé au paragraphe 33(2) et envoie à l'intéressé l'avis prévu au paragraphe 33(3).	Renvoi
Application of subsections 33(4), (5) and (6)	(2) Subsections 33(4), (5) and (6) apply to 10 the retired judge as if the judge were the Review Committee.	(2) Les paragraphes 33(4), (5) et (6) s'appliquent à la personne ainsi saisie, comme s'il s'agissait du comité de surveillance. 10	Application des paragraphes 33(4), (5) et (6)
Annual report	36. (1) A retired judge appointed under subsection 34(1) shall submit an annual report every year, on or before September 30, 15 to the Solicitor General of Canada on the judge's activities for the preceding fiscal year.	36. (1) Au plus tard le 30 septembre de chaque année, la personne nommée au titre du paragraphe 34(1) présente au solliciteur général du Canada son rapport d'activité pour l'exercice précédent. 15	Rapport annuel
Tabling in Parliament	(2) After receiving the report, the Solicitor General shall cause the report to be laid 20 before each House of Parliament within the next 15 days the House is sitting.	(2) Ce dernier fait déposer le rapport devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa réception.	Dépôt
Declaration	37. (1) After considering the report made by the Review Committee under section 33, the Governor in Council may declare that 25 there are reasonable grounds to believe that the person who is the subject of the report has engaged or will engage in an activity mentioned in paragraph 33(2)(a) or (b).	37. (1) Le gouverneur en conseil peut dé- 20 clarer, après avoir étudié le rapport du comité de surveillance, qu'il existe des motifs raisonnables de croire que l'intéressé s'est livré ou se livrera à l'une des activités mentionnées aux alinéas 33(2)a) ou b). 25	Déclaration
Effect	(2) The Minister is, on the making of a 30 declaration by the Governor in Council, deemed to reject any application for the grant or resumption of citizenship or for a certificate of renunciation made by the person who is the subject of the declaration. 35	(2) Dès que la déclaration est faite, toute demande de l'intéressé pour l'attribution ou la répudiation de la citoyenneté, ou la réintégration dans celle-ci, est réputée rejetée par le ministre. 30	Effet
Informing person on making declaration	(3) If the Governor in Council makes a declaration under subsection (1), the Minister shall inform the person who is the subject of the declaration that the declaration has been made and advise them of their right 40 to apply for judicial review under section 18.1 of the <i>Federal Court Act</i> .	(3) Une fois que la déclaration a été faite, le ministre en avise l'intéressé et l'informe de son droit de demander le contrôle judiciaire prévu à l'article 18.1 de la <i>Loi sur la Cour fédérale</i> . 35	Avis à l'intéressé
Effective period	(4) A declaration is effective for the period specified in it, which may not exceed 45 five years.	(4) La déclaration est valide pour la période, d'au plus cinq ans, qui y est indiquée.	Durée de validité
<i>Other Prohibitions</i>			
Ineligibility	38. Despite anything in this Act, other than sections 15, 16 and 23, no person shall be granted citizenship or take the oath of citizenship, if the person	38. Malgré toute autre disposition de la présente loi, sauf les articles 15, 16 et 23, nul ne peut se voir attribuer la citoyenneté ni 40 prêter le serment de citoyenneté :	Non-admissibilité

(a) is, under any enactment in force in Canada, subject to a probation order, on parole, or confined in any penitentiary, jail, reformatory or prison;

(b) is charged with, on trial for, or subject to or a party to an appeal or a review relating to, an offence under this Act or an indictable offence under any other Act of Parliament;

(c) is charged with, on trial for, or subject to or a party to an appeal or review relating to, an offence outside Canada that, if committed in Canada, would constitute an indictable offence under any Act of Parliament;

(d) during the period beginning three years before the day on which the person applies for citizenship and ending on the day on which the person would otherwise be granted citizenship or take the oath of citizenship, has been convicted of an offence referred to in paragraph (b) or (c), whether or not, in the case of an offence outside Canada, the person has been pardoned or otherwise granted amnesty by a foreign authority in respect of the offence;

(e) during the period beginning one year before the day on which the person applied for citizenship and ending on the day on which the person would otherwise be granted citizenship or take the oath of citizenship, has been convicted of two or more summary conviction offences under any other Act of Parliament;

(f) is under investigation by the Minister of Justice, the Royal Canadian Mounted Police or the Canadian Security Intelligence Service for, or is charged with, on trial for, or subject to or a party to an appeal relating to, an act or omission referred to in subsection 7(3.71) of the *Criminal Code*;

(g) has been convicted of an offence in respect of an act or omission referred to in subsection 7(3.71) of the *Criminal Code*;

(h) requires the consent referred to in subsection 55(1) of the *Immigration Act* to be admitted to Canada, but has not obtained that consent;

a) pendant la période où, au titre d'une disposition législative en vigueur au Canada, il est sous le coup d'une ordonnance de probation ou de libération conditionnelle ou est détenu dans un pénitencier, une prison ou une maison de correction;

b) tant qu'il est inculpé pour une infraction à la présente loi ou pour un acte criminel prévu par toute autre loi fédérale, et ce jusqu'à épuisement des voies de poursuite et de recours afférents;

c) tant qu'il est inculpé pour une infraction commise à l'étranger qui, si elle l'était au Canada, serait punissable par voie de mise en accusation, et ce jusqu'à épuisement des voies de poursuite et de recours afférents;

d) s'il a été déclaré coupable d'une infraction visée aux alinéas b) ou c) au cours de la période commençant trois ans avant la date de sa demande et se terminant à la date prévue pour l'attribution de la citoyenneté ou la prestation du serment, qu'il ait ou non, dans le cas d'une infraction commise à l'étranger, été gracié ou bénéficié d'un pardon de la part d'un État étranger;

e) s'il a été déclaré coupable de plus d'une infraction à toute autre loi fédérale punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire au cours de la période commençant un an avant la date de sa demande et se terminant à la date prévue pour l'attribution de la citoyenneté ou la prestation du serment;

f) tant qu'il fait l'objet d'une enquête menée par le ministre de la Justice, la Gendarmerie royale du Canada ou le Service canadien du renseignement de sécurité, relativement à un fait visé au paragraphe 7(3.71) du *Code criminel*, ou tant qu'il est inculpé pour une infraction relative à ce fait, et ce jusqu'à épuisement des voies de poursuite et de recours afférents;

g) s'il a été déclaré coupable d'une infraction relative à un fait visé au paragraphe 7(3.71) du *Code criminel*;

h) s'il n'a pas obtenu l'autorisation mentionnée au paragraphe 55(1) de la *Loi sur l'immigration* pour être admis au Canada;

(i) has ceased to be a permanent resident or is subject to, or is a party to, an inquiry under the *Immigration Act* that may lead to their removal from Canada or to the loss of their status as a permanent resident, and any rights of appeal or review in relation to the inquiry are not exhausted;

(j) during the five years before the day on which the person applies for citizenship, is the subject of an order under section 23 10 or 26 of this Act or under section 10 of the *Citizenship Act*, chapter C-29 of the Revised Statutes of Canada, 1985;

(k) is the subject of an order under section 32 or a declaration under section 37;

(l) is the subject of an investigation under section 15 of the *Canadian Security Intelligence Service Act* or of a report under section 33 of this Act, even during the time that the Governor in Council is deciding on whether or not to make a declaration about the person under section 37; or

(m) is under a removal order, other than an order that is of no effect because the person has subsequently been granted lawful permission to establish permanent residence in Canada, or is subject to or a party to an appeal or a review relating to the removal order.

i) s'il a perdu la qualité de résident permanent ou tant qu'il fait l'objet d'une enquête sous le régime de la *Loi sur l'immigration* pouvant conduire à son renvoi du Canada ou à la perte de sa qualité de résident permanent, et ce jusqu'à épuisement des voies de recours afférents;

j) si, au cours des cinq années qui précèdent la date de sa demande, un décret ou un arrêté a été pris à son égard aux termes des articles 23 ou 26 de la présente loi ou de l'article 10 de la *Loi sur la citoyenneté*, chapitre C-29 des Lois révisées du Canada (1985);

k) tant qu'il fait l'objet du décret prévu à l'article 32 ou de la déclaration prévue à l'article 37;

l) tant qu'il fait l'objet d'une enquête sous le régime de l'article 15 de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité* ou est visé par un rapport aux termes de l'article 33 de la présente loi, y compris le temps que le gouverneur en conseil consacre à décider de faire ou non la déclaration prévue à l'article 37;

m) tant qu'il fait l'objet d'une mesure de renvoi, autre qu'une mesure de renvoi qui ne peut être exécutée en raison d'une admission légale subséquente au Canada à titre de résident permanent, et ce jusqu'à épuisement des voies de recours afférents.

DIVISION 4

ADMINISTRATION AND APPLICATION

Ministerial Powers

Examination
for conformity

39. (1) On receiving an application under this Act, the Minister shall, as soon as practicable, examine it to determine whether it complies with the provisions of this Act that apply to it.

Information
on examination

(2) If the Minister determines that an application does not comply with the provisions of this Act that apply to it, the Minister shall, without delay, inform the applicant of that determination and advise them of their right to apply for judicial review under section 18.1 of the *Federal Court Act*.

Power to
reverse
decision

(3) The Minister may reverse a decision refusing citizenship or regarding the issuance of a certificate of citizenship, if there appears to have been a material defect in the decision.

SECTION 4

MISE EN ŒUVRE ET CONTRÔLE D'APPLICATION

Pouvoirs du ministre

39. (1) Le ministre statue dès que possible sur la conformité des demandes avec les dispositions applicables de la présente loi.

(2) S'il rejette la demande, le ministre en 35
avise sans délai l'auteur et l'informe de son droit de demander le contrôle judiciaire prévu à l'article 18.1 de la *Loi sur la Cour fédérale*.

(3) Le ministre peut casser toute décision 40
refusant la citoyenneté à une personne, ainsi que toute décision relative à la délivrance d'un certificat de citoyenneté, dans le cas où, selon lui, la décision est entachée d'une erreur importante.

Examen des
demandes

Avis au deman-
deur

Pouvoir de
casser une déci-
sion

Citizenship Councillors

Conseillers de la citoyenneté

Appointment, tenure, removal and renewal of office	40. (1) The Governor in Council may appoint a person as a Citizenship Councillor to hold office, during pleasure, for a term of not more than five years.	40. (1) Le gouverneur en conseil peut nommer à titre amovible des conseillers de la citoyenneté pour un mandat d'une durée maximale de cinq ans.	Nomination
Full- or part-time	(2) A Citizenship Councillor may be appointed to serve full-time or part-time.	(2) Les conseillers exercent leur charge à temps plein ou à temps partiel.	5 Temps plein ou temps partiel
Remuneration	(3) Each Citizenship Councillor is entitled to receive the remuneration that the Governor in Council fixes.	(3) Les conseillers reçoivent la rémunération que fixe le gouverneur en conseil.	Rémunération
Travel and living expenses	(4) Each Citizenship Councillor is entitled to be paid any reasonable travel and living expenses that they incur in the course of their duties under this Act while absent from (a) in the case of a full-time Citizenship Councillor, the Citizenship Councillor's ordinary place of work; and (b) in the case of a part-time Citizenship Councillor, the Citizenship Councillor's ordinary place of residence.	(4) Les conseillers sont indemnisés des frais raisonnables de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement de leurs fonctions hors de leur lieu habituel soit de travail, s'ils sont à temps plein, soit de résidence, s'ils sont à temps partiel.	10 Frais de déplacement et de séjour
Compensation	(5) A Citizenship Councillor is deemed to be an employee for the purposes of the <i>Government Employees Compensation Act</i> and to be employed in the public service of Canada for the purposes of any regulations made under section 9 of the <i>Aeronautics Act</i> .	(5) Les conseillers sont réputés être des agents de l'État pour l'application de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> et appartenir à l'administration publique fédérale pour l'application des règlements pris en vertu de l'article 9 de la <i>Loi sur l'aéronautique</i> .	15 Indemnisation 20
Qualifications for appointment	(6) To be eligible for appointment as, and to serve as, a Citizenship Councillor, a person must be a citizen, have demonstrated an understanding of the values of good citizenship and be recognized for their valuable civic contribution.	(6) Les conseillers doivent être citoyens, être sensibles aux valeurs qui animent la citoyenneté et être reconnus pour avoir apporté une contribution civique importante.	Qualités 25
Duties	(7) The duties of a Citizenship Councillor are the following: (a) to preside at citizenship ceremonies; (b) to promote active citizenship in the community; (c) to provide, on the Minister's request, advice and recommendations about (i) citizenship applications referred to the Citizenship Councillor, (ii) the exercise of the Minister's discretion, and	(7) Les conseillers ont les attributions suivantes : a) ils président les cérémonies de citoyenneté; b) ils encouragent la participation active des citoyens au sein de la collectivité; c) ils conseillent le ministre à la demande de ce dernier concernant : (i) les demandes de citoyenneté, (ii) l'exercice des pouvoirs discrectionnaires du ministre,	Attributions 30 35

(iii) appropriate methods to evaluate citizenship applicants about their knowledge of an official language, of Canada and of the rights and responsibilities of citizenship; and

5

(d) to give effect to directions of the Minister.

Senior Citizenship Councillor

41. The Minister may designate a retired judge of the Federal Court to serve as the Senior Citizenship Councillor responsible for the professional conduct of Citizenship Councillors and the coordination of their activities.

10

(iii) les méthodes de vérification des connaissances des demandeurs en ce qui concerne le Canada, les responsabilités et avantages rattachés à la citoyenneté et les langues officielles;

5

d) ils mettent en oeuvre les directives du ministre.

Conseiller principal

41. Le ministre peut désigner un juge à la retraite pour occuper le poste de conseiller principal de la citoyenneté, lequel est chargé de rendre compte de la conduite professionnelle des conseillers de la citoyenneté et de coordonner leurs activités.

10

Ceremony of Citizenship

Ceremony

42. (1) A person who takes the oath of citizenship shall take it during a ceremony before a Citizenship Councillor.

15

Cérémonie et serment

Cérémonial

42. (1) Les personnes qui prêtent le serment de citoyenneté le font lors d'une cérémonie présidée par un conseiller de la citoyenneté.

15

Purpose and procedures for ceremony

(2) In order to heighten the awareness of new citizens to the responsibilities and privileges associated with citizenship, the Citizenship Councillor presiding over a citizenship ceremony shall, subject to the Minister's directives,

20

(2) La cérémonie vise à sensibiliser les nouveaux citoyens aux responsabilités et avantages rattachés à la citoyenneté, et le conseiller de la citoyenneté la présidant doit notamment, sous réserve des directives que peut donner le ministre :

Objectif de la cérémonie

20

(a) underline the importance of the ceremony as a milestone in the life of new citizens;

25

a) souligner l'importance de la cérémonie, qui marque un tournant dans la vie des nouveaux citoyens;

25

(b) ensure that the oath of citizenship is taken with dignity and solemnity;

b) faire prêter le serment de citoyenneté avec dignité et solennité;

(c) personally give new citizens their certificate of citizenship; and

c) remettre personnellement les certificats de citoyenneté;

30

(d) promote a strong sense of civic pride, including respect for the law, for the exercise of the right to vote and for the participation of citizens in public affairs, and a sense of mutual respect and understanding between Canadians.

30

d) promouvoir le sens civique, notamment le respect de la loi, l'exercice du droit de vote, la participation aux affaires de la collectivité et la compréhension respectueuse entre Canadiens.

35

Exception — oath taken outside ceremony

(3) The Minister may excuse a person from the requirement of taking the oath during a citizenship ceremony and designate any person to administer the oath and give certificates of citizenship to new citizens under procedures that the Minister fixes.

40

(3) Le ministre peut relever la personne qui prête serment de l'obligation de le faire lors d'une cérémonie, auquel cas il désigne les personnes habilitées à faire prêter serment et à remettre les certificats, et fixe la marche à suivre.

40

Exception

Certificates

Certificate of citizenship

43. (1) The Minister shall, in accordance with the regulations, issue a certificate of citizenship to new citizens and, on application, issue a certificate of citizenship to current citizens.

45

Certificats

43. (1) Le ministre délivre, en conformité avec les règlements, un certificat de citoyenneté à tout nouveau citoyen ainsi qu'à tout autre citoyen qui en fait la demande.

45

Délivrance du certificat de citoyenneté

Certificate of renunciation	(2) The Minister shall issue a certificate of renunciation of citizenship to an applicant whose application is approved. The applicant loses their citizenship at the end of the day on which the certificate is issued or the later day that the Minister specifies in the certificate.	(2) Sur acceptation d'une demande de certificat de répudiation, le ministre délivre le certificat au demandeur, lequel perd sa citoyenneté soit à l'expiration du jour de délivrance du certificat, soit à la date ultérieure 5 qui y est précisée.	Certificat de répudiation
Surrender of certificate	44. (1) The Minister may, by notice in writing, order a person in possession of a certificate issued under this Act or any prior legislation to surrender it to the Minister, if the Minister believes, on reasonable grounds, that the person is not entitled to the certificate or has obtained it in contravention of this Act or any prior legislation.	44. (1) Le ministre peut, par avis écrit, ordonner à une personne en possession d'un certificat délivré au titre de la présente loi ou de la législation antérieure de le lui restituer 10 s'il a des motifs raisonnables de croire qu'elle n'y a pas droit ou qu'elle l'a obtenu en contravention avec la présente loi ou la législation antérieure.	Restitution du certificat
Compliance with notice	(2) The person to whom the order relates shall, without delay after being provided with the notice, surrender the certificate to the Minister.	(2) Le cas échéant, l'intéressé doit restituer le certificat dès réception de l'avis.	Exécution
Cancellation of certificate	45. (1) The Minister may cancel a certificate issued to a person under this Act or any prior legislation if the Minister determines that the person is not entitled to it or obtained it in contravention of this Act or prior legislation.	45. (1) Le ministre peut annuler le certificat délivré au titre de la présente loi ou de la législation antérieure s'il conclut que son titulaire n'y a pas droit ou qu'il l'a obtenu en 20 contravention avec la présente loi ou la législation antérieure.	Annulation d'un certificat
Return of certificate	(2) The Minister shall return a certificate to a person who surrendered it to the Minister if the Minister determines that the person is entitled to it.	(2) Le ministre remet le certificat à la personne qui le lui a restitué s'il détermine qu'elle y a droit.	Remise du certificat
Evidence of declarations	46. (1) A declaration made under this Act or any prior legislation may be proved in a legal proceeding by the production of the original declaration or of a copy of it that the Minister certifies to be a true copy. The declaration or copy so produced is conclusive evidence of the matters stated in it and of the declarant's having made the declaration on the date mentioned in it.	46. (1) L'original ou la copie certifiée conforme par le ministre des déclarations faites sous le régime de la présente loi ou de la législation antérieure fait foi, en justice, de leur contenu et du fait que les déclarants les 30 ont faites à la date qui y est indiquée.	Preuve des déclarations
Evidence of certificates	(2) A certificate of citizenship, a certificate of naturalization, a certificate of renunciation or another document issued by the Minister that is evidence of the citizenship status of a person in Canada may be proved in a legal proceeding by the production of the original certificate or the other document or of a document that the Minister certifies as containing the same information as the original certificate or other document.	(2) L'original du certificat de citoyenneté, de naturalisation ou de répudiation, ou de tout autre document délivré par le ministre attestant du statut d'une personne à l'égard 35 de la citoyenneté au Canada, de même que tout document certifié équivalent par le ministre, fait foi de leur contenu en justice.	Preuve des certificats

Offences

Definition of "certificate"	47. (1) For the purposes of this section, "certificate" means a certificate of citizenship, a certificate of naturalization, a certificate of renunciation or another document issued by the Minister as evidence of the person's citizenship status.	47. (1) Dans le présent article, « certificat » s'entend de tout certificat de citoyenneté, de naturalisation ou de répudiation ainsi que de tout autre document délivré par le ministre pour attester de la citoyenneté d'une personne.	Définition de « certificat »
-----------------------------	---	--	------------------------------

Offences	(2) Every person is guilty of an offence who (a) for any of the purposes of this Act makes a false representation, commits fraud or knowingly conceals any material circumstance; 5 (b) obtains or uses a certificate of another person in order to personate that other person; (c) knowingly permits their certificate to be used by another person to personate them; or 10 (d) whether or not for profit, traffics or offers to traffic in certificates or possesses any certificate for the purpose of trafficking. 15	(2) Commet une infraction quiconque : a) dans le cadre de la présente loi, fait une fausse déclaration, commet une fraude ou dissimule sciemment des faits essentiels; b) se procure ou utilise le certificat d'une autre personne afin de se faire passer pour elle; 5 c) permet sciemment à une autre personne d'utiliser son certificat pour se faire passer pour lui; 10 d) se livre au trafic de certificats, dans un but lucratif ou non, ou en a en sa possession à cette fin.	Infractions
Punishment	(3) Every person who is guilty of an offence under subsection (2) is liable (a) on conviction on indictment, to a fine of not more than \$10,000 or imprisonment for a term of not more than five years, or to both; or (b) on summary conviction, to a fine of not more than \$1,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both. 25	(3) Ces infractions sont passibles, sur déclaration de culpabilité : a) par voie de mise en accusation, d'une amende maximale de 10 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de cinq ans, ou de l'une de ces peines; b) par procédure sommaire, d'une amende maximale de 1 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines. 20	Peines
Offence	(4) A person is guilty of an indictable offence and liable to a fine of not more than \$10,000 or to imprisonment for a term of not more than five years, or to both, if the person 30 (a) without lawful authority, issues or alters a certificate; (b) counterfeits a certificate; or (c) uses, acts on or causes or attempts to cause any person to use or act on a certificate, knowing it to have been unlawfully issued or altered or to have been counterfeited. 35	(4) Est coupable d'un acte criminel passible d'une amende maximale de 10 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de cinq ans, ou de l'une de ces peines, quiconque : a) sans en avoir légalement le droit, délivre ou modifie un certificat; b) contrefait un certificat; 30 c) se sert d'un certificat, en permet l'utilisation ou incite ou tente d'inciter une autre personne à s'en servir ou à en permettre l'utilisation, tout en sachant qu'il a été illégalement délivré ou modifié ou qu'il a été contrefait. 35	Infractions et peines
General offence	(5) A person who contravenes a provision of this Act or the regulations for which no punishment is provided in the provision or other related provisions is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine of not more than \$1,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both. 40	(5) Quiconque contrevient à une disposition de la présente loi ou de ses règlements qui n'est assortie d'aucune peine commet une infraction passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 1 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines. 40	Infraction générale

Offences
respecting
citizenship
officials

48. (1) Every person is guilty of an offence who

(a) being a citizenship official, wilfully makes or issues any false document or statement about a matter relating to their duties under this Act or accepts, agrees to accept or induces or assists any other person to accept any bribe or other benefit concerning a matter relating to their duties under this Act or wilfully fails, in any other manner, to perform their duties under this Act;

(b) being a citizenship official, contravenes any provision of this Act or the regulations or knowingly induces, aids or abets or attempts to induce, aid or abet any other person to do so;

(c) gives, offers or promises to give any bribe or consideration of any kind to, or makes any agreement or arrangement with, a citizenship official to induce them in any way not to perform their duties under this Act;

(d) not being a citizenship official, personates or holds themselves out to be, or takes or uses any name, title or description or acts in any other manner that may reasonably lead any person to believe that the person is, a citizenship official; or

(e) obstructs or impedes a citizenship official in the performance of that official's duties under this Act.

Punishment

(2) Every person who is guilty of an offence under subsection (1) is liable

(a) on conviction on indictment, to a fine of not more than \$10,000 or to imprisonment for a term of not more than five years, or to both; or

(b) on summary conviction, to a fine of not more than \$1,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both.

Where offence
is committed
outside Canada

49. (1) An act or omission committed outside Canada that would, if committed in Canada, be an offence under this Act is an offence under this Act.

48. (1) Commet une infraction :

a) le fonctionnaire de la citoyenneté qui, délibérément, dans le cadre de ses fonctions, établit ou délivre un document faux, fait une fausse déclaration, se laisse corrompre d'une manière ou d'une autre ou encore incite ou encourage une personne à se laisser corrompre, ou qui manque délibérément aux obligations que lui impose la présente loi;

b) le fonctionnaire de la citoyenneté qui enfreint la présente loi ou ses règlements, ou incite, aide ou encourage délibérément une autre personne à les enfreindre, ou tente de le faire;

c) quiconque corrompt ou tente de corrompre d'une manière ou d'une autre un fonctionnaire de la citoyenneté pour l'inciter à manquer aux obligations que la présente loi lui impose, ou conclut un accord ou un arrangement avec lui dans le même but;

d) quiconque se fait passer pour un fonctionnaire de la citoyenneté ou adopte ou utilise un nom, un titre, des attributs ou une attitude susceptibles de lui conférer, aux yeux d'autrui, cette qualité;

e) quiconque gêne ou entrave l'action d'un fonctionnaire de la citoyenneté dans l'exercice des fonctions que lui confère la présente loi.

Infractions
relatives aux
fonctionnaires
de la citoyenneté

(2) Quiconque commet l'une des infractions prévues au paragraphe (1) encourt, sur déclaration de culpabilité :

a) par mise en accusation, une amende maximale de 10 000 \$ et un emprisonnement maximal de cinq ans, ou l'une de ces peines;

b) par procédure sommaire, une amende maximale de 1 000 \$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.

Peine

49. (1) L'acte ou l'omission fait à l'étranger qui, s'il était fait au Canada, constituerait une infraction à la présente loi est considéré comme tel.

Acte ou omission
fait à
l'étranger

Jurisdiction

(2) Proceedings related to an offence under this Act that is committed outside Canada may be dealt with by a court having jurisdiction over similar offences in the place in Canada where the person who committed the offence is found, in the same manner as if the offence had been committed in that place, or by any other court to which jurisdiction has been lawfully transferred.

Limitation period

50. (1) No proceedings in relation to an offence under this Act or the regulations may be instituted by way of summary conviction more than three years after the time when the Minister became aware of the subject-matter of the proceedings.

Declaration of Minister

(2) A written declaration appearing to have been issued by the Minister that certifies the day on which the Minister became aware of the subject-matter of any proceedings is admissible, without proof of the signature or of the official character of the person appearing to have signed it, as evidence of the matters stated in it.

(2) Quiconque contrevient à la présente loi à l'étranger peut être jugé et puni par tout tribunal qui connaît de l'infraction dans le lieu du Canada où il se trouve, tout comme si l'infraction y avait été commise, ou par tout autre tribunal auquel cette compétence a été légalement transférée.

Compétence

50. (1) Les poursuites visant une infraction à la présente loi ou à ses règlements punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par trois ans à compter de la date où les éléments constitutifs de l'infraction sont parvenus à la connaissance du ministre.

Prescription

(2) La déclaration écrite apparemment faite par le ministre et attestant la date où ces éléments sont parvenus à sa connaissance est admise en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, elle fait foi de son contenu.

Déclaration du ministre

Regulations

Regulations

51. The Governor in Council may make regulations

(a) respecting the evidence to be provided for applications and notices under this Act, including medical evidence to establish parentage, and the times when those applications and notices must be made;

(b) specifying who may make an application under this Act on behalf of a minor;

(c) fixing fees for

(i) making applications or notices under this Act,

(ii) issuing certificates under this Act,

(iii) providing certified or uncertified copies of documents from the records kept in the course of the administration of this Act or any prior legislation,

(iv) taking oaths or making solemn affirmations or declarations under this Act or the regulations,

Règlements

51. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) régir les éléments de preuve à produire à l'appui des demandes et avis prévus par la présente loi, notamment la preuve médicale pour établir la filiation, ainsi que les délais pour les produire;

b) préciser qui peut faire les demandes prévues par la présente loi pour le compte d'un mineur;

c) fixer les droits à acquitter pour :

(i) le dépôt d'une demande ou d'un avis,

(ii) la délivrance d'un certificat,

(iii) la délivrance de copies, certifiées conformes ou non, de documents versés aux dossiers constitués dans le cadre de l'application de la présente loi ou de la législation antérieure,

Règlements

- (v) searching records referred to in subparagraph (iii) and providing documents related to those searches, or
- (vi) making changes to the records referred to in subparagraph (iii); 5
- (d) providing for the waiver or remission of fees referred to in paragraph (c);
- (e) providing for criteria to determine whether a person meets the requirements of paragraphs 14(2)(c) and (d) and, for that purpose, authorizing the Minister to set questions that apply those criteria; 10
- (f) providing for the factors to be considered in determining whether the requirements of section 15 have been met; 15
- (g) respecting the abandonment and withdrawal of applications under this Act;
- (h) defining what constitutes a relationship of parent and child for the purposes of determining entitlement to citizenship 20 under any provision of this Act;
- (i) prescribing, in the case of a person who fails to take the oath of citizenship at the date, time and place appointed for that purpose, the maximum grace period by 25 the end of which the person must have taken the oath;
- (j) prescribing the manner in which a person who is already a citizen may voluntarily reaffirm their loyalty by making and 30 subscribing to the oath in section 2;
- (k) prescribing, for the purposes of any application referred to in section 39, the nature of the evidence that is sufficient, the procedures to follow and the requirements of time; 35
- (l) prescribing the powers, duties and functions of the Registrar of Canadian Citizenship referred to in subsection 52(2);
- (m) providing for the number of copies of 40 a certificate or declaration or other documents made or issued under this Act or any prior legislation that a person is entitled to have;
- (n) respecting the sending of notices and 45 other documents under this Act, including the requirements for the proof of their sending and the deeming of dates of their having been sent; and
- (o) generally, to carry out the purposes 50 and provisions of this Act.
- (iv) la prestation des serments, affirmations ou déclarations solennelles prévus par la présente loi ou ses règlements,
- (v) la recherche dans les dossiers mentionnés au sous-alinéa (iii) et la fourniture ou la production de documents dans le cadre de cette recherche, 5
- (vi) la modification des renseignements figurant à ces dossiers;
- d) prévoir les cas de dispense ou de remboursement des droits mentionnés à l'alinéa c); 10
- e) régir les critères permettant d'établir si une personne satisfait aux exigences prévues aux alinéas 14(2)c) et d) et, à cette 15 fin, autoriser le ministre à élaborer des questions en fonction de ces critères;
- f) prévoir les facteurs à considérer pour déterminer si une personne satisfait aux exigences prévues à l'article 15; 20
- g) régir l'abandon et le retrait des demandes faites en vertu de la présente loi;
- h) définir ce qui constitue la filiation aux fins de détermination du droit à la citoyenneté pour l'application de la présente 25 loi;
- i) fixer le délai de grâce dans lequel une personne ne s'étant pas présentée pour prêter serment peut le faire;
- j) établir la façon dont une personne qui 30 jouit déjà du statut de citoyen peut volontairement réaffirmer son allégeance en prêtant le serment énoncé à l'article 2;
- k) régir les éléments de preuve à produire à l'appui d'une demande visée à l'article 35 39, la procédure à suivre et les délais à respecter;
- l) prévoir les attributions du greffier de la citoyenneté canadienne désigné aux termes du paragraphe 52(2); 40
- m) prévoir le nombre d'exemplaires de certificats, déclarations ou autres documents établis ou délivrés en vertu de la présente loi ou de la législation antérieure qu'une personne a le droit d'obtenir; 45
- n) régir l'envoi, dans le cadre de la présente loi, des avis et autres documents, notamment la preuve de l'envoi et la date à laquelle il est réputé être fait;
- o) prendre toute autre mesure d'application de la présente loi. 50

*Delegation of Minister's Powers*Delegation of
authority

52. (1) Anything that is required to be done or that may be done by the Minister under this Act or the regulations may be done on behalf of the Minister by any person that the Minister, in writing, authorizes to act on the Minister's behalf, without proof of the authenticity of the authorization.

Registrar

(2) The Minister may designate any officer or employee of the department over which the Minister presides to act as Registrar of Canadian Citizenship for the purposes of this Act.

Limitation

(3) Only a citizen may act as Registrar of Canadian Citizenship or determine a person's status as a citizen or a person's entitlement to obtain, retain, renounce or resume citizenship under this Act.

Délégation des pouvoirs du ministre

52. (1) Le ministre peut déléguer, par écrit, les attributions qui lui sont conférées par la présente loi ou ses règlements et il n'est pas nécessaire de prouver l'authenticité de la délégation.

Délégation de
pouvoirs

5

(2) Le ministre peut désigner un fonctionnaire du ministère dont il est responsable pour agir en qualité de greffier de la citoyenneté canadienne pour l'application de la présente loi.

Greffier de la
citoyenneté

10

(3) Seule une personne ayant qualité de citoyen est habilitée à occuper les fonctions de greffier de la citoyenneté canadienne ou toute fonction qui comporte le pouvoir de statuer sur le droit d'une personne à l'égard de la citoyenneté en application de la présente loi.

Délégation
restreinte à des
citoyens

15

*Disclosure*New citizen's
name

53. The name of a new citizen may, unless the new citizen objects, be disclosed by the Minister to the Speakers of the Senate and the House of Commons for use by a member of Parliament in whose electoral division, constituency or geographic region the new citizen resides, to congratulate the new citizen on acquiring their citizenship.

20

Divulgence

53. Sauf opposition de leur part, le ministre peut communiquer le nom des nouveaux citoyens au président du Sénat et à celui de la Chambre des communes à l'intention des parlementaires pour permettre à ceux-ci de féliciter les nouveaux citoyens qui résident, selon le cas, dans leur division géographique, division électorale ou circonscription.

25

Noms des nou-
veaux citoyens*Documentary Requirements*

Documents

54. (1) The Minister may prescribe the form of applications, certificates and other documents required for the purposes of this Act.

Applications
and notices

(2) The Minister may prescribe the manner and place in which applications are to be made or notices are to be given under this Act.

30

Exigences documentaires

54. (1) Le ministre peut prévoir les formules à utiliser pour les demandes, certificats et autres documents requis pour l'application de la présente loi.

Documents

(2) Il peut également prévoir les modalités de forme et de lieu des demandes et des avis prévus par la présente loi.

30 Demandes et
avis

DIVISION 5

STATUS OF CERTAIN PERSONS
IN CANADA*Citizen of the Commonwealth*Citizen of the
Commonwealth

55. (1) Every person who, under an enactment of a Commonwealth country other than Canada, is a citizen or national of that country has in Canada the status of a citizen of the Commonwealth.

35

SECTION 5

DIFFÉRENTS STATUTS PERSONNELS
AU CANADA*Citoyen du Commonwealth*

55. (1) Les personnes qui sont citoyens ou nationaux d'un autre pays du Commonwealth ont, au Canada, la qualité de citoyen du Commonwealth.

35

Citoyen du
Commonwealth

Citizen of
Ireland

(2) Any law or regulation of Canada, unless it provides otherwise, has the same effect in relation to a citizen of Ireland who is not a citizen of the Commonwealth as it has in relation to a citizen of the Commonwealth.

(2) Pour l'application des lois du Canada et de leurs règlements, le citoyen irlandais qui n'est pas citoyen du Commonwealth y est assimilé, sauf disposition contraire du 5 texte.

Citoyen
irlandais

5

British subject

56. For the purposes of an enactment in force in Canada on and after the coming into force of this section that refers to the status of British subject, the reference to that status is to be regarded as a reference to the status of Canadian citizen or citizen of the Commonwealth or both, as the intent of the provision may require.

56. Dans toute disposition législative qui continue de s'appliquer au Canada après l'entrée en vigueur du présent article, la mention de la qualité de sujet britannique vaut mention de celle de citoyen canadien ou de citoyen du Commonwealth ou des deux, selon l'esprit de la disposition en question.

Sujet britanni-
que

Property and Legal Rights

Droits de propriété

Property and
legal rights

57. Subject to section 58,

57. Sous réserve de l'article 58, le non-citoyen peut :

Droits de
propriété

(a) real or immovable property and personal or movable property of every description may be taken, acquired, held and disposed of by a person who is not a citizen in the same manner and in all of the same respects as by a citizen; and

a) acquérir, détenir ou aliéner des meubles ou biens personnels et des immeubles ou biens réels, quelle qu'en soit la nature, au même titre que le citoyen;

(b) title to real or immovable property or personal or movable property of every description may be derived through, from or in succession to a person who is not a citizen in the same manner and in all of the same respects as though through, from or in succession to a citizen.

b) transmettre un titre afférent à des meubles ou biens personnels ou des immeubles ou biens réels de toute nature soit directement, soit en servant d'intermédiaire, soit par voie de succession, au même titre que le citoyen.

Authority to
prohibit or re-
strict acquisi-
tions of prop-
erty in a prov-
ince by
non-Canadians

58. (1) The Lieutenant Governor in Council of a province or any other person or authority in a province that the Lieutenant Governor in Council designates may prohibit, annul or in any manner restrict the taking or acquisition directly or indirectly of, or the succession to, any interest in real or immovable property located in the province by persons who are not citizens or by corporations or associations that are effectively controlled by persons who are not citizens.

58. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil d'une province, ou la personne ou l'autorité qu'il désigne, peut interdire, annuler ou limiter de quelque façon que ce soit l'acquisition, directe ou indirecte — notamment par dévolution successorale —, de droits sur des immeubles ou biens réels situés dans la province par des non-citoyens ou par des personnes morales ou associations qui sont en fait contrôlées par des non-citoyens.

Interdiction ou
limitation
visant les non-
Canadiens

35

Regulations

(2) The Lieutenant Governor in Council of a province may make regulations that apply in the province for the purposes of

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements

(a) determining transactions that constitute a direct or an indirect taking or acquisition of an interest in real or immovable property located in the province;

a) désigner les opérations qui constituent une acquisition, directe ou indirecte, de droits sur des immeubles ou biens réels situés dans la province;

(b) defining "corporations or associations that are effectively controlled by persons who are not citizens"; and

b) définir « personnes morales ou associations qui sont en fait contrôlées par des non-citoyens »;

(c) defining "association".

c) préciser la notion d'association.

45

50

Restriction

(3) Subsections (1) and (2) do not authorize or permit the Lieutenant Governor in Council of a province or any other person or authority in a province that the Lieutenant Governor in Council designates to make any decision or take any action that

(a) prohibits, annuls or restricts the taking or acquisition directly or indirectly of, or the succession to, any interest in real or immovable property located in the province by a permanent resident;

(b) conflicts with any legal obligation of Canada under any international law, custom or agreement;

(c) discriminates between persons who are not citizens on the basis of their nationalities, except insofar as more favourable treatment is required by any legal obligation of Canada under any international law, custom or agreement;

(d) hinders any foreign state in taking or acquiring real or immovable property in the province for diplomatic or consular purposes; or

(e) prohibits, annuls or restricts the taking or acquisition directly or indirectly of any interest in real or immovable property located in a province by any person in the course or as a result of an investment that the Minister is satisfied or is, under the *Investment Canada Act*, deemed to be satisfied as likely to be of net benefit to Canada.

Offences and punishment

59. (1) Every person who fails to comply with a prohibition, annulment or restriction under subsection 58(1) is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine of not more than \$10,000 or to imprisonment for not more than one year, or to both.

Officers, directors or agents of corporations

(2) If a corporation commits an offence under subsection (1), any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

Application of sections 58 and 59

60. Sections 58 and 59 apply in any province on and after a day or days that the Governor in Council, by order, fixes.

Réserve

(3) Les paragraphes (1) et (2) n'ont pas pour effet de permettre au lieutenant-gouverneur en conseil, ou à la personne ou l'autorité qu'il désigne, de prendre des décisions ou mesures visant à :

a) appliquer les restrictions qui y sont prévues en matière d'immeubles ou biens réels aux résidents permanents;

b) faire obstacle à l'exécution des obligations imposées au Canada, sur le plan international, par le droit, la coutume ou une convention;

c) établir des distinctions entre les non-citoyens en fonction de leur nationalité, sauf si les obligations mentionnées à l'alinéa b) exigent un traitement privilégié à leur égard;

d) empêcher tout État étranger d'acquérir des immeubles ou biens réels situés dans la province pour un usage diplomatique ou consulaire;

e) appliquer les restrictions qui y sont prévues en matière d'immeubles ou biens réels aux investissements à l'égard desquels le ministre est convaincu ou réputé être convaincu, au sens de la *Loi sur l'investissement Canada*, qu'ils seront vraisemblablement à l'avantage net du Canada.

59. (1) Quiconque contrevient à une interdiction, annulation ou limitation édictée aux termes du paragraphe 58(1) commet une infraction passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 10 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de l'une de ces peines.

Infractions et peines

(2) En cas de perpétration par une personne morale de l'infraction visée au paragraphe (1), ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourent, sur déclaration de culpabilité, la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

Personnes morales et leurs dirigeants

60. Les articles 58 et 59 s'appliquent dans toute province à compter de la date ou des dates fixées par décret.

Application

Limits on effect
of sections 57
and 58

61. Sections 57 and 58 do not operate so as to

- (a) qualify any person for any office or for any municipal, parliamentary or other franchise; 5
- (b) qualify any person to be the owner of a Canadian ship;
- (c) qualify any person to take, acquire, hold or dispose of any property that by or under any Act of Parliament may be 10 taken, acquired, held or disposed of only by citizens;
- (d) entitle any person to any right or privilege as a citizen except the rights and privileges in relation to property that are 15 under this Act expressly given to the person; or
- (e) affect any estate or interest in real or immovable property or personal or movable property to which a person has or 20 may become entitled, either mediately or immediately, in possession or expectancy, in pursuance of any disposition made before July 4, 1883 or any devolution by law on the death of a person dying before 25 that date.

Trials of
non-citizens

62. A person who is not a citizen is triable at law in the same manner as if the person were a citizen.

61. Les articles 57 et 58 n'ont pas pour effet :

- a) d'habiliter des non-citoyens à exercer une charge ou le droit de vote aux élections municipales, législatives ou autres; 5
- b) d'habiliter des non-citoyens à devenir propriétaire d'un navire canadien;
- c) d'étendre aux non-citoyens le droit – réservé par un texte législatif fédéral aux citoyens – d'acquérir, de détenir ou 10 d'aliéner certains biens;
- d) d'octroyer aux non-citoyens les droits ou avantages attachés à la qualité de citoyen, à l'exclusion de ceux qui sont expressément conférés par la présente loi en 15 matière de biens;
- e) de modifier les droits sur des meubles ou biens personnels ou sur des immeubles ou biens réels dont une personne est ou peut devenir titulaire, directement ou non, 20 pour jouissance immédiate ou ultérieure par suite d'une aliénation faite avant le 4 juillet 1883 ou d'une dévolution légale découlant du décès d'une personne survenue avant cette date. 25

Restrictions

Procès

DIVISION 6

TRANSITIONAL PROVISIONS, CONSEQUENTIAL AMENDMENTS, COORDINATING AMENDMENTS, REPEAL AND COMING INTO FORCE

Transitional Provisions

Pending ap-
plications

63. (1) Proceedings in relation to an application made under the *Citizenship Act*, chapter C-29 of the Revised Statutes of Canada, 1985, pending on the day on which section 77 of this Act comes into force must be dealt with under this Act. 30

Exception

(2) Despite subsection (1), if a citizenship judge under the Act referred to in that subsection is seized of the application, it is continued under that Act, with the modification that sections 29 to 37 of this Act and the provisions relating to the oath of citizenship apply to it. 40

SECTION 6

DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODI- FICATIONS CORRÉLATIVES, DISPOSI- TIONS DE COORDINATION, ABROGA- TION ET ENTRÉE EN VIGUEUR

Dispositions transitoires

63. (1) Il est statué en conformité avec la présente loi sur toute demande présentée sous le régime de la *Loi sur la citoyenneté*, chapitre C-29 des Lois révisées du Canada (1985), avant la date d'entrée en vigueur de l'article 77 de la présente loi. 30

Demandes en
traitement

(2) Toutefois, si un juge de la citoyenneté a été saisi de la demande, la *Loi sur la citoyenneté*, chapitre C-29 des Lois révisées du Canada (1985), s'applique à celle-ci, de même que les articles 29 à 37 et les dispositions régissant le serment de citoyenneté de la présente loi. 35 40

Exception

Continuing jurisdiction

(3) A citizenship judge referred to in subsection (2) continues to hold office as a citizenship councillor in relation to an application referred to in that subsection and has, in relation to the application, all the powers that the judge had before the day on which section 77 comes into force, with the modifications referred to in that subsection.

(3) Le juge de la citoyenneté continue d'exercer ses fonctions, et ce à titre de conseiller de la citoyenneté, à l'égard de la demande dont il est saisi et conserve quant à celle-ci les pouvoirs qu'il avait avant l'entrée en vigueur de l'article 77, compte tenu des dispositions de la présente loi mentionnées au paragraphe (2).

Maintien des pouvoirs

Examination by Minister

(4) The Minister shall examine any application made under the Act referred to in subsection (1) before the day on which section 77 of this Act comes into force that had not been referred to a citizenship judge before that day.

(4) Le ministre statue sur la conformité des demandes faites avant l'entrée en vigueur de l'article 77 dont aucun juge de la citoyenneté n'a été saisi.

Responsabilité du ministre

Citizenship judge deemed Citizenship Councillor

64. A citizenship judge under the Act referred to in section 77, immediately before the day on which that section comes into force, is deemed, on that day, to become a Citizenship Councillor appointed under this Act for a term that ends on the day that the judge's term under that Act would have ended had section 77 not come into force.

64. Le juge de la citoyenneté en fonction avant la date d'entrée en vigueur de l'article 77 est réputé dès cette date être conseiller de la citoyenneté jusqu'à l'expiration de son mandat.

Juge réputé conseiller de la citoyenneté

Grant of citizenship in certain cases

65. (1) On application, the Minister shall grant citizenship to a person who has never acquired citizenship and who was

65. (1) Le ministre attribue sur demande de la citoyenneté à toute personne qui, n'ayant jamais eu la citoyenneté :

Attribution de la citoyenneté dans certains cas

(a) born outside Canada, in the period beginning on January 1, 1947 and ending on February 14, 1977, of a parent having citizenship; or

a) soit est née à l'étranger au cours de la période commençant le 1^{er} janvier 1947 et se terminant le 14 février 1977 d'un parent ayant la citoyenneté;

(b) adopted, in the period beginning on January 1, 1947 and ending on February 14, 1977, by a citizen as a minor child and whose adoption satisfied the conditions mentioned in paragraphs 15(a) to (d).

b) soit a été adoptée par un citoyen conformément aux critères prévus à l'article 15 a) à d) au cours de la période commençant le 1^{er} janvier 1947 et se terminant le 14 février 1977 alors qu'elle était mineure.

Grant of citizenship in certain cases

(2) On application, the Minister may grant citizenship to a person born outside Canada of a parent who has been granted citizenship under subsection (1) or under paragraph 5(2)(b) of the *Citizenship Act*, chapter C-29 of the Revised Statutes of Canada, 1985, if that person establishes a substantial connection with Canada.

(2) Sur demande, le ministre peut attribuer la citoyenneté à une personne née à l'étranger d'un parent qui est devenu citoyen sous le régime du paragraphe (1) ou de l'alinéa 5(2)b) de la *Loi sur la citoyenneté*, chapitre C-29 des Lois révisées du Canada (1985), si cette personne démontre l'existence de liens manifestes avec le Canada.

Attribution de la citoyenneté dans certains cas

Grant of citizenship in certain cases

(3) On application, the Minister may grant citizenship to a person born outside Canada of a parent who has been granted citizenship under subsection (2) if that person establishes a substantial connection with Canada.

(3) Sur demande, le ministre peut attribuer la citoyenneté à une personne née à l'étranger d'un parent qui est devenu citoyen sous le régime du paragraphe (2), si cette personne démontre l'existence de liens manifestes avec le Canada.

Attribution de la citoyenneté dans certains cas

Form of ap-
plication

(4) An application must be made in the form prescribed under subsection 54(1).

(4) La demande doit être faite selon les modalités fixées par le ministre au titre du paragraphe 54(1).

Modalités

Repeal

(5) This section is repealed three years after the day on which it comes into force and, for greater certainty, a person who fails to make an application prior to that repeal is not entitled, after the repeal, to assert any right or privilege that could have been asserted under this section prior to the repeal.

(5) Le présent article est abrogé trois ans après son entrée en vigueur. Il demeure toutefois entendu que la personne qui ne fait pas de demande avant l'abrogation ne peut se prévaloir, après celle-ci, d'aucun droit ou privilège dont elle aurait pu se prévaloir, au titre du présent article, 10 avant cette abrogation.

Abrogation

Consequential Amendments

Modifications corrélatives

R.S., c. C-23

Canadian Security Intelligence Service Act

Loi sur le Service canadien du
renseignement de sécurité

L.R., ch. C-23

66. Subparagraph 38(c)(ii) of the *Canadian Security Intelligence Service Act* is replaced by the following:

66. Le sous-alinéa 38c)(ii) de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité* est remplacé par ce qui suit :

(ii) reports made to the Committee pursuant to subsection 33(2) of the *Code of Canadian Citizenship* or sections 39 and 81 of the *Immigration Act*, and

(ii) les rapports qui lui sont transmis en 15 vertu du paragraphe 33(2) du *Code de la citoyenneté canadienne* ou des articles 39 et 81 de la *Loi sur l'immigration*,

67. Paragraphs 55(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

67. Les alinéas 55a) et b) de la même loi 20 sont remplacés par ce qui suit :

(a) a statement under section 46 of this Act, subsection 45(6) of the *Canadian Human Rights Act*, subsection 33(5) of the *Code of Canadian Citizenship* or subsection 39(6) or 81(5) of the *Immigration Act*; or

a) des résumés visés à l'article 46 de la présente loi, au paragraphe 45(6) de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, au paragraphe 33(5) du *Code de la 25 citoyenneté canadienne* ou aux paragraphes 39(6) ou 81(5) de la *Loi sur l'immigration*;

(b) a report under paragraph 52(1)(b), subsection 52(2) or section 53 of this Act, subsection 46(1) of the *Canadian Human Rights Act*, subsection 33(6) of the *Code of Canadian Citizenship* or subsection 39(10) or 81(8) of the *Immigration Act*.

b) des rapports visés à l'alinéa 52(1)b), au paragraphe 52(2) ou à l'article 53 de la 30 présente loi, au paragraphe 46(1) de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, au paragraphe 33(6) du *Code de la 35 citoyenneté canadienne* ou aux paragraphes 39(10) ou 81(8) de la *Loi sur l'immigration*.

R.S., c. C-46

Criminal Code

Code criminel

L.R., ch. C-46

Definitions

68. Subsection 58(2) of the *Criminal Code* is replaced by the following:

68. Le paragraphe 58(2) du *Code criminel* est remplacé par ce qui suit :

(2) In this section, “certificate of citizenship” and “certificate of naturalization” have the meaning assigned to those expressions by subsection 19(1) of the *Code of Canadian Citizenship*.

(2) Au présent article, « certificat de citoyenneté » et « certificat de naturalisation » 40 s'entendent au sens du paragraphe 19(1) du *Code de la citoyenneté canadienne*.

EXPLANATORY NOTES

NOTES EXPLICATIVES

Canadian Security Intelligence Service Act

Clause 66: The reference to the “*Citizenship Act*” is changed to the “*Code of Canadian Citizenship*” and a cross-reference is amended.

Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité

Article 66 : Modification du titre de la loi et du renvoi.

Clause 67: The reference to the “*Citizenship Act*” is changed to the “*Code of Canadian Citizenship*” and cross-references are amended.

Article 67 : Modification du titre de la loi et du renvoi.

Criminal Code

Clause 68: The reference to the “*Citizenship Act*” is changed to the “*Code of Canadian Citizenship*” and a cross-reference to subsection 19(1) is added.

Code criminel

Article 68 : Modification du titre de la loi et ajout du renvoi au paragraphe 19(1).

2000, c. 9

Canada Elections Act

Loi électorale du Canada

2000, ch. 9

69. Paragraph 65(f) of the *Canada Elections Act* is replaced by the following:

(f) a judge appointed by the Governor in Council;

69. L'alinéa 65f) de la *Loi électorale du Canada* est remplacé par ce qui suit :

f) un juge nommé par le gouverneur en conseil;

R.S., c. F-7

Federal Court Act

Loi sur la Cour fédérale

L.R., ch. F-7

70. Section 21 of the *Federal Court Act* is repealed.

70. L'article 21 de la *Loi sur la Cour fédérale* est abrogé.

R.S., c. I-2

Immigration Act

Loi sur l'immigration

L.R., ch. I-2

71. (1) The definition "Canadian citizen" in subsection 2(1) of the *Immigration Act* is replaced by the following:

"Canadian citizen" means a person who is a citizen within the meaning of the *Code of Canadian Citizenship*;

71. (1) La définition de « citoyen canadien », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration*, est remplacée par ce qui suit :

« citoyen canadien » S'entend au sens du *Code de la citoyenneté canadienne*.

"Canadian citizen"
« citoyen canadien »

« citoyen canadien »
"Canadian citizen"

1992, c. 49,
s. 1(6)

(2) The portion of the definition "permanent resident" in subsection 2(1) of the Act after paragraph (c) is replaced by the following:

and includes a person who has become a Canadian citizen but who has subsequently lost their Canadian citizenship under section 33 of the *Code of Canadian Citizenship*, and a person who, having been a permanent resident, is the subject of an order under subsection 23(1) of that Act;

(2) Le passage de la définition de « résident permanent » suivant l'alinéa c), au paragraphe 2(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

Est également visée par la définition la personne qui a acquis la citoyenneté canadienne mais l'a perdue en application de l'article 33 du Code de la citoyenneté canadienne, ou celle qui, ayant été résident permanent, est visée par un arrêté ministériel pris au titre du paragraphe 23(1) de cette loi.

1992, c. 49,
s. 16(8)

72. Paragraph 27(2)(i) of the Act is replaced by the following:

(i) loses their Canadian citizenship under section 33 of the *Code of Canadian Citizenship*;

72. L'alinéa 27(2)i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

i) a perdu sa citoyenneté canadienne par application de l'article 33 du *Code de la citoyenneté canadienne*;

1992, ch. 49,
par. 16(8)

73. Subsection 41(2) of the Act is replaced by the following:

(2) If an inquiry in respect of a person is adjourned under subsection (1), that person's claim to be a Canadian citizen shall be referred to the Minister of Citizenship and Immigration and that person shall, without delay, make an application for a certificate of citizenship under subsection 43(1) of the Code of Canadian Citizenship.

73. Le paragraphe 41(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) En cas de suspension d'enquête, la question est déférée au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et l'intéressé est tenu de présenter sans délai une demande de certificat de citoyenneté conformément au paragraphe 43(1) du *Code de la citoyenneté canadienne*.

Application for
certificate of
citizenship

Demande de
certificat de ci-
toyenneté

Canada Elections Act

Clause 69: The relevant portion of section 65 reads as follows:

65. The following persons are not eligible to be a candidate:

...

(f) a judge appointed by the Governor in Council, other than a citizenship judge appointed under the *Citizenship Act*;

Federal Court Act

Clause 70: Section 21 reads as follows:

21. The Trial Division has exclusive jurisdiction to hear and determine all appeals that may be brought pursuant to subsection 14(5) of the *Citizenship Act*.

Immigration Act

Clause 71: The definitions “Canadian citizen” and “permanent resident” in subsection 2(1) read as follows:

“Canadian citizen” means a person who is a citizen within the meaning of the *Citizenship Act*;

“permanent resident” means a person who

(a) has been granted landing,

(b) has not become a Canadian citizen, and

(c) has not ceased to be a permanent resident pursuant to section 24 or 25.1,

and includes a person who has become a Canadian citizen but who has subsequently ceased to be a Canadian citizen under subsection 10(1) of the *Citizenship Act*, without reference to subsection 10(2) of that Act;

Clause 72: The relevant portion of subsection 27(2) reads as follows:

(2) An immigration officer or a peace officer shall, unless the person has been arrested pursuant to subsection 103(2), forward a written report to the Deputy Minister setting out the details of any information in the possession of the immigration officer or peace officer indicating that a person in Canada, other than a Canadian citizen or permanent resident, is a person who

...

(i) ceased to be a Canadian citizen pursuant to subsection 10(1) of the *Citizenship Act* in the circumstances described in subsection 10(2) of that Act;

Clause 73: Subsection 41(2) reads as follows:

Loi électorale du Canada

Article 69 : Texte du passage introductif et visé de l'article 65 :

65. Les personnes suivantes ne peuvent se porter candidat à une élection :

...

f) les juges nommés par le gouverneur en conseil, à l'exception des juges de la citoyenneté nommés sous le régime de la *Loi sur la citoyenneté*;

Loi sur la Cour fédérale

Article 70 : Texte de l'article 21 :

21. La Section de première instance a compétence exclusive en matière d'appels interjetés au titre du paragraphe 14(5) de la *Loi sur la citoyenneté*.

Loi sur l'immigration

Article 71 : Texte des définitions de « citoyen canadien » et « résident permanent » au paragraphe 2(1) :

« citoyen canadien » S'entend au sens de la *Loi sur la citoyenneté*.

« résident permanent » Personne qui remplit les conditions suivantes :

a) elle a obtenu le droit d'établissement;

b) elle n'a pas acquis la citoyenneté canadienne;

c) elle n'a pas perdu son statut conformément à l'article 24 ou 25.1.

Est également visée par la définition la personne qui a acquis la citoyenneté canadienne mais l'a perdue conformément au paragraphe 10(1) de la *Loi sur la citoyenneté*, compte non tenu du paragraphe 10(2) de cette loi.

Article 72 : Texte du passage visé du paragraphe 27(2) :

(2) L'agent d'immigration ou l'agent de la paix doit, sauf si la personne en cause a été arrêtée en vertu du paragraphe 103(2), faire un rapport écrit et circonstancié au sous-ministre de renseignements concernant une personne se trouvant au Canada autrement qu'à titre de citoyen canadien ou de résident permanent et indiquant que celle-ci, selon le cas :

...

i) a perdu sa citoyenneté canadienne conformément au paragraphe 10(1) de la *Loi sur la citoyenneté* en raison de l'existence des circonstances visées au paragraphe 10(2) de cette loi ;

Article 73 : Texte du paragraphe 41(2) :

74. (1) Subsection 42(1) of the Act is replaced by the following:

If certificate of citizenship is issued

42. (1) If a certificate of citizenship is issued under subsection 43(1) of the *Code of Canadian Citizenship to a person* who is the subject of an inquiry, the adjudicator who was presiding at the inquiry or any other adjudicator shall terminate the inquiry and let that person come into or remain in Canada, as the case may be.

10

(2) Paragraphs 42(2)(a) and (b) of the English version of the Act are replaced by the following:

(a) the person who was the subject of the inquiry does not, without delay, make an application for a certificate of citizenship under the *Code of Canadian Citizenship*;

(b) a certificate of citizenship is not issued under the *Code of Canadian Citizenship* to that person within six months from the day on which the inquiry was adjourned or within any greater period that the adjudicator considers appropriate in the circumstances; or

74. (1) Le paragraphe 42(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

42. (1) En cas de délivrance du certificat de citoyenneté visé au paragraphe 43(1) du *Code de la citoyenneté canadienne*, l'arbitre chargé de l'enquête ou un autre arbitre met fin à celle-ci et laisse l'intéressé entrer ou demeurer au Canada, selon le cas.

Délivrance du certificat de citoyenneté

5

(2) Les alinéas 42(2)a) et b) de la version anglaise de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(a) the person who was the subject of the inquiry does not, without delay, make an application for a certificate of citizenship under the *Code of Canadian Citizenship*;

15

(b) a certificate of citizenship is not issued under the *Code of Canadian Citizenship* to that person within six months from the day on which the inquiry was adjourned or within any greater period that the adjudicator considers appropriate in the circumstances; or

20

R.S., c. P-36

Public Service Superannuation Act

75. (1) Part II of Schedule I to the *Public Service Superannuation Act* is amended by striking out the following:

A citizenship judge appointed by the Governor in Council pursuant to the *Citizenship Act*

30

Juge de la citoyenneté nommé par le gouverneur en conseil en application de la Loi sur la citoyenneté

Loi sur la pension de la fonction publique

L.R., ch. P-36

75. (1) La partie II de l'annexe I de la *Loi sur la pension de la fonction publique* est modifiée par suppression de ce qui suit :

Juge de la citoyenneté nommé par le gouverneur en conseil en application de la *Loi sur la citoyenneté*

A citizenship judge appointed by the Governor in Council pursuant to the Citizenship Act

30

(2) Part II of Schedule I to the Act is amended by adding, in alphabetical order, the following:

A Citizenship Councillor appointed by the Governor in Council under the *Code of Canadian Citizenship*

Conseiller de la citoyenneté nommé par le gouverneur en conseil en application du Code de la citoyenneté canadienne

(2) La partie II de l'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Conseiller de la citoyenneté nommé par le gouverneur en conseil en application du *Code de la citoyenneté canadienne*

A Citizenship Councillor appointed by the Governor in Council under the Code of Canadian Citizenship

35

40

(2) Where an inquiry in respect of a person is adjourned pursuant to subsection (1), that person's claim that he is a Canadian citizen shall be referred to such member of the Queen's Privy Council for Canada as is designated by the Governor in Council as the Minister for the purposes of the *Citizenship Act* and that person shall forthwith make an application for a certificate of citizenship pursuant to subsection 12(1) of that Act.

Clause 74: (1) Subsection 42(1) reads as follows:

42. (1) Where a certificate of citizenship is issued under section 12 of the *Citizenship Act* to a person who is the subject of an inquiry, the adjudicator who was presiding at the inquiry or any other adjudicator shall terminate the inquiry and let that person come into or remain in Canada, as the case may be.

(2) The relevant portion of subsection 42(2) reads as follows:

(2) An inquiry that was adjourned pursuant to subsection 41(1) shall be resumed as soon as reasonably practicable, by the adjudicator who was presiding at the inquiry or by any other adjudicator, where

(a) the person who was the subject of the inquiry does not forthwith make an application for a certificate of citizenship pursuant to subsection 12(1) of the *Citizenship Act*;

(b) a certificate of citizenship is not issued under section 12 of the *Citizenship Act* to that person within six months from the day on which the inquiry was adjourned or within such greater period of time as the adjudicator considers appropriate in the circumstances; or

(2) En cas de suspension d'enquête, la question est déférée au membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé par le gouverneur en conseil de l'application de la *Loi sur la citoyenneté* et l'intéressé est tenu de présenter sans délai une demande de certificat de citoyenneté conformément au paragraphe 12(1) de cette loi.

Article 74 : (1) Texte du paragraphe 42(1) :

42. (1) En cas de délivrance du certificat de citoyenneté visé à l'article 12 de la *Loi sur la citoyenneté*, l'arbitre chargé de l'enquête ou un autre arbitre met fin à celle-ci et laisse l'intéressé entrer ou demeurer au Canada, selon le cas.

(2) Texte du passage visé du paragraphe 42(2) :

(2) L'enquête est reprise, dès que les circonstances le permettent, par l'arbitre qui en était chargé ou par un autre arbitre dans le cas où :

a) l'intéressé tarde à présenter sa demande;

b) après six mois ou à l'expiration du délai ultérieur accordé par l'arbitre eu égard aux circonstances, le certificat de citoyenneté n'a pas encore été délivré;

(3) Part III of Schedule I to the Act is amended by adding, in alphabetical order, the following:

A Citizenship Councillor appointed by the Governor in Council pursuant to the *Code of Canadian Citizenship*

Conseiller de la citoyenneté nommé par le gouverneur en conseil en application du *Code de la citoyenneté canadienne*

(3) La partie III de l'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Conseiller de la citoyenneté nommé par le gouverneur en conseil en application du *Code de la citoyenneté canadienne*

A Citizenship Councillor appointed by the Governor in Council pursuant to the *Code of Canadian Citizenship*

References

Replacement of "Citizenship Act" with "Code of Canadian Citizenship"

76. The expression "**Citizenship Act**" is replaced by the expression "**Code of Canadian Citizenship**" in the following provisions:

(a) the fifth paragraph of the preamble of the *Canadian Multiculturalism Act*;

(b) the portion of section 14 of the *Canadian Security Intelligence Service Act* after paragraph (b);

(c) section 122 of the *Immigration Act*;

(d) subsection 2(1) of the *Oaths of Allegiance Act*;

(e) paragraph 13(a) of the *Official Secrets Act*;

(f) the definition "Canadian" in section 2 of the *Special Economic Measures Act*; and

(g) the definition "Canadian offender" in section 2 of the *Transfer of Offenders Act*.

Terminologie

76. Dans les passages suivants des lois fédérales, « **Loi sur la citoyenneté** » est remplacé par « **Code de la citoyenneté canadienne** », avec les adaptations nécessaires :

Remplacement de « *Loi sur la citoyenneté* » par « *Code de la citoyenneté canadienne* »

a) le cinquième paragraphe du préambule de la *Loi sur le multiculturalisme canadien*;

b) le passage de l'article 14 de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité* suivant l'alinéa b);

c) l'article 122 de la *Loi sur l'immigration*;

d) le paragraphe 2(1) de la *Loi sur les serments d'allégeance*;

e) l'alinéa 13a) de la *Loi sur les secrets officiels*;

f) la définition de « Canadien » à l'article 2 de la *Loi sur les mesures économiques spéciales*;

g) la définition de « délinquant canadien » à l'article 2 de la *Loi sur le transfert des délinquants*.

Repeal

Repeal of R.S., c. C-29

77. The **Citizenship Act** is repealed.

Abrogation

77. La **Loi sur la citoyenneté** est abrogée.

Abrogation de L.R., ch. C-29

Coordinating Amendments

Dispositions de coordination

2001, c. 27

78. If the *Immigration and Refugee Protection Act* being c. 27 of 2001, (“the other Act”) comes into force, then, on the later of the coming into force of this Act and the other Act,

(a) clause 14(2)(b)(i)(B) of this Act is replaced by the following:

(B) if the person is a visitor or has a temporary residence permit within the meaning of the *Immigration and Refugee Protection Act*, one half of a day for every day that the person has resided in Canada, up to a maximum of 365 days of deemed residence, during the period that the person is a visitor or a permit holder, as the case may be, and

(b) the definition of “permanent resident” in subsection 19(1) of this Act is replaced by the following:

“permanent resident” « résident permanent »

“permanent resident” has the meaning given to that expression by subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*.

(c) paragraph 38(h) of this Act is replaced by the following:

(h) requires a prescribed authorization under section 52 of the *Immigration and Refugee Protection Act* to return to Canada, but has not obtained it;

(d) section 66 of this Act is replaced by the following:

66. Subparagraph 38(c)(ii) of the *Canadian Security Intelligence Service Act* is replaced by the following:

(ii) reports made to the Committee pursuant to subsection 33(2) of the *Code of Canadian Citizenship* or section 44 of the *Immigration and Refugee Protection Act*, and

(e) section 67 of this Act is replaced by the following:

78. En cas d'entrée en vigueur de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (2001, ch. 27) (l'« autre loi »), à l'entrée en vigueur de la présente loi ou à celle de l'autre loi, la dernière date étant à retenir :

a) le sous-alinéa 14(2)b(i) de la présente loi est remplacé par ce qui suit :

(i) si le statut de réfugié au sens de la Convention lui a été reconnu, un jour pour chaque jour de résidence au Canada à compter de la date de sa demande de statut jusqu'au jour précédant son admission à titre de résident permanent ou, s'il est un visiteur ou est titulaire d'un permis de résidence temporaire au sens de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, un demi-jour pour chaque jour de résidence au Canada, jusqu'à concurrence de trois cent soixante-cinq jours,

b) la définition de « résident permanent » au paragraphe 19(1) de la présente loi est remplacée par ce qui suit :

« résident permanent » S'entend au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*.

« résident permanent »
“permanent resident”

c) l'alinéa 38h) de la présente loi est remplacé par ce qui suit :

h) s'il n'a pas obtenu l'autorisation réglementaire mentionnée à l'article 52 de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* pour revenir au Canada;

d) l'article 66 de la présente loi est remplacé par ce qui suit :

66. Le sous-alinéa 38c)(ii) de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité* est remplacé par ce qui suit :

(ii) les rapports qui lui sont transmis en vertu du paragraphe 33(2) du *Code de la citoyenneté canadienne* ou de l'article 44 de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*,

e) l'article 67 de la présente loi est remplacé par ce qui suit :

67. Paragraphs 55(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(a) a statement under section 46 of this Act, subsection 45(6) of the *Canadian Human Rights Act* or subsection 33(5) of the *Code of Canadian Citizenship*; or 5

(b) a report under paragraph 52(1)(b), subsection 52(2) or section 53 of this Act, subsection 46(1) of the *Canadian Human Rights Act*, subsection 33(6) of the *Code of Canadian Citizenship* or section 44 of the *Immigration and Refugee Protection Act*. 10

(f) sections 71 and 72 of this Act are repealed; 15

(g) paragraph 76(c) of this Act is repealed; and

(h) sections 228 to 232 of the *Immigration and Refugee Protection Act* are repealed. 20

Coming into Force

79. The provisions of this Act come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

67. Les alinéas 55a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

a) des résumés visés à l'article 46 de la présente loi, au paragraphe 45(6) de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* ou au paragraphe 33(5) du *Code de la citoyenneté canadienne*; 5

b) des rapports visés à l'alinéa 52(1)b), au paragraphe 52(2) ou à l'article 53 de la présente loi, au paragraphe 46(1) de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, au paragraphe 33(6) du *Code de la citoyenneté canadienne* ou à l'article 44 de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*. 15

f) les articles 71 et 72 de la présente loi sont abrogés;

g) l'alinéa 76c) de la présente loi est abrogé;

h) les articles 228 à 232 de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* sont abrogés. 20

Entrée en vigueur

79. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret. 25

Coming into
force

Entrée en vi-
gueur